



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 OCTOBRE 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 23rd, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à : l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette Officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes mises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion : 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes : 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction : 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé : 30 cents chacun.

Feuilles volantes : \$1 la douzaine.

Abonnement : \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre : le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion : 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions : 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertoin; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

C. E. Binette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1948, constituant en corporation : Claude Marcotte, avocat, Jacqueline Letellier, sténographe, tous deux de la cité de Québec, et Charles-Edouard Binette, plâtrier, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants :

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'entrepreneurs-plâtriers, sous le nom de "C. E. Binette Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Letters Patent

C. E. Binette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1948, incorporating: Claude Marcotte, advocate, Jacqueline Letellier, stenographer, both of the city of Quebec, and Charles Edouard Binette, plasterer, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on, under all the forms thereof, the business of plastering contractor, under the name of "C. E. Binette Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Compagnie Bernier & Dionne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1948, constituant en corporation: Léon Dionne, Lucien Bernier, industriels, et dame Juliette Dionne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Léon Dionne, et d'ement autorisée par lui, tous du village de Cacouna, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Fabriquer, manufacturer et vendre des vêtements de quelque nature qu'ils soient, des chaussures, des mitaines et gants en général, sous le nom de "Compagnie Bernier & Dionne Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Village Saint-Georges de Cacouna, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Dieppe Construction Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1948, constituant en corporation: Claude Gagnon, André Gagnon, avocats, de la cité de Québec, et Thérèse Sirois, sténographe, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs-constructeurs de tous travaux, entreprises, bâtisses et constructions quelconques, sous le nom de "Dieppe Construction Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

École de Puériculture Notre Dame de Liesse

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Révérende Mère Virginie Allaire, et les Révérendes Sœurs Rachel Tourigny, Yvonne Décary, Juliette Lafontaine, toutes membres de la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et exploiter une ou des écoles d'enseignement technique de puériculture, sous le nom de: "École de Puériculture Notre-Dame de Liesse".

Le revenu net annuel des immeubles que la Corporation possèdera en cette province n'excèdera pas \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Compagnie Bernier & Dionne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1948, incorporating: Léon Dionne, Lucien Bernier, manufacturers, and Dame Juliette Dionne, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Léon Dionne, and duly authorized by him, all of the village of Cacouna, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To make, manufacture and sell clothing of any kind whatever, footwear, mittens, and gloves in general, under the name of "Compagnie Bernier & Dionne Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the village of Saint-Georges de Cacouna, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Dieppe Construction Incorporée

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1948, incorporating: Claude Gagnon, André Gagnon, advocates, of the city of Québec, and Thérèse Sirois, stenographer, of Lauzon, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To act generally as builders or general building contractors for any works, undertakings, buildings and constructions whatsoever, under the name of "Dieppe Construction Incorporée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

École de Puériculture Notre-Dame de Liesse

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, the thirtieth day of September, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Mother Virginie Allaire and Reverend Sisters Rachel Tourigny, Yvonne Décary, Juliette Lafontaine, all members of the "Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal", of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize, maintain and operate one or more schools of technical teaching of child welfare, under the name of "École de Puériculture Notre-Dame de Liesse".

The net annual revenue of the immovables which the Corporation may possess in this Province shall not exceed \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

La Corporation Jeunesse Canadienne

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Varin, éditeur, de la cité de Montréal, Gustave Boulanger, comptable, de la cité d'Outremont, et Georges Bilodeau, avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager le développement des jeunes et des mouvements de jeunesse, les intéresser à la culture et répandre la pratique du civisme, sous le nom de "La Corporation Jeunesse Canadienne"

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50.000.

Le siège social de la corporation sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

La Corporation Jeunesse Canadienne

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Varin, editor, of the city of Montreal, Gustave Boulanger, accountant, of the city of Outremont, and Georges Bilodeau, advocate, of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage the development of youth movements and the training of youths; interest them in culture and spread the practice of good citizenship, under the name of "La Corporation Jeunesse Canadienne".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Legault Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1948, constituant en corporation: Henri Legault, entrepreneur, Paul-Émile Cloutier, entrepreneur-peintre, et Armand Nolet, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, fabriquer, ouvrir, assembler, importer, exporter, acheter et vendre tout ce qui se rapporte au commerce du bois ou de toutes autres choses se rattachant au commerce ou à l'industrie d'entreprises générales, sous le nom de "Legault Construction Inc.", avec un capital

de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Legault Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1948, incorporating: Henri Legault, contractor, Paul-Émile Cloutier, painting contractor, and Armand Nolet, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, make, work, assemble, import, export, purchase and sell everything which may be connected with the lumber business or any other things incidental to business or general industrial enterprises under the name of "Legault Construction Inc." with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

**Les Industries Hébert, Limitée
Hébert Industries Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1948, constituant en corporation: Camille-R. Hébert, ingénieur professionnel, de Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne, Paul-A. Martineau, étudiant, et Laurette Dupuis, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de la construction métallique, de systèmes de ventilation et de systèmes de chauffage dans toutes leurs branches et leurs spécialités; d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Les Industries Hébert, Limitée" — "Hébert Industries Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

**Les Industries Hébert, Limitée
Hébert Industries Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1948, incorporating: Camille R. Hébert, professional engineer, of Saint-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne, Paul A. Martineau, student, and Laurette Dupuis, secretary, spinster, both of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of metallic construction, ventilating systems and heating systems in all their lines and specialties; general contractors and builders, under the name of "Les Industries Hébert, Limitée" — "Hébert Industries Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

L'ordre du Bon Temps du Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Davignon, comptable, Reginald Donald Tormey, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Jeanne Drouin, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire connaître et apprécier le folklore canadien ainsi que les chansons et les danses canadiennes, sous le nom de "L'Ordre du Bon Temps du Québec".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, obtenir ou exploiter un permis octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Marcoux Express Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1948, constituant en corporation: Clovis Marcoux, camionneur, d'Ottawa, comté de Russell, province d'Ontario, Lionel Mougeot, avocat, et Raymonde Boucher, secrétaire, ces deux derniers de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce des marchandises par terre, par eau et par air; d'expédition et de courtier en douanes, sous le nom de "Marcoux Express Limitée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Pain Simard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1948, constituant en corporation: Joseph Bergeron, Charles-Eugène Bergeron, boulangers, et Réal Bergeron, machiniste, tous de Saint-Grégoire-de-Montmorency, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

L'ordre du Bon Temps du Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Léo Davignon, accountant, Reginald Donald Tormey, advocate, both of the city of Montreal, and Jeanne Drouin, secretary, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the knowledge and appreciation of Canadian folklore as well as Canadian songs and dances, under the name of "L'Ordre du Bon Temps du Québec".

The powers conferred do not permit gambling, games of chance and skill mixed, nor do they authorize the corporation to apply for, obtain and operate a permit granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Marcoux Express Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1948, incorporating: Clovis Marcoux, truckman, of Ottawa, county of Russell, Province of Ontario, Lionel Mougeot, advocate, and Raymonde Boucher, secretary, the two latter of Hull, judicial district of Hull, for the following purposes:

To deal in merchandise, by land, sea or air; to carry on business as shippers and custom-house brokers, under the name of "Marcoux Express Limitée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Pain Simard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1948, incorporating: Joseph Bergeron, Charles Eugène Bergeron, bakers, and Réal Bergeron, machinist, all of Saint-Grégoire-de-Montmorency, judicial district of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce de boulanger, confiseur, fabricant de biscuits, sous le nom de "Pain Simard Ltée", avec un capital de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 140, des Prairies, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Paul-Émile Cloutier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1948, constituant en corporation: Paul-Émile Cloutier, entrepreneur-peintre, Armand Nolet, comptable, et Henri Rodrigue, notaire, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, fabriquer, ouvrir, assembler, importer, exporter, acheter et vendre tout ce qui se rapporte au commerce de ferronnerie ou de plomberie, sous le nom de "Paul-Émile Cloutier Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

**Société Educationnelle Incorporée
Educational Society Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1948, constituant en corporation: Paul-Émile Dufresne, professeur, de Vaudreuil, Irène Bégin, sténographe, et Gaëtan Richer, sténographe, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et organiser dans la province de Québec, une École ou un Collège commercial où des étudiants pourront, à un prix avantageux obtenir une éducation classique, commerciale ou générale, sous le nom de "Société Educationnelle Incorporée" — "Educational Society Incorporated", avec un capital de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
C. E. CANTIN.

Wilfrid Gagnon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinq octobre, 1948, constituant en corporation: Paul-H. Levesque, avocat, Alcide Grenon, comp-

To carry on business as baker, confectioner and biscuit-maker, under the name of "Pain Simard Ltée", with a capital stock of \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 140 des Prairies, city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Paul-Émile Cloutier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1948, incorporating: Paul Émile Cloutier, painting contractor, Armand Nolet, accountant, and Henri Rodrigue, notary, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, make, work, assemble, import, export, buy and sell anything connected with the ironware or plumbing business, under the name of "Paul-Émile Cloutier Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

**Société Educationnelle Incorporée
Educational Society Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1948, incorporating: Paul Émile Dufresne, professor, of Vaudreuil, Irène Bégin, stenographer, and Gaëtan Richer, stenographer, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish and organize, in the Province of Quebec, a school or commercial college where students may, at a reasonable price, obtain a classical, commercial or general education, under the name of "Société Educationnelle Incorporée" — "Educational Society Incorporated", with a capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1948.

C. E. CANTIN,
Assistant Deputy Attorney General.

Wilfrid Gagnon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of October, 1948, incorporating: Paul H. Levesque, advocate, Alcide Grenon, accountant, and

table, et Thérèse Jollette, fille majeure, sténographe, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de garagiste, sous le nom de "Wilfrid Gagnon Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1948.

L'Assistant-procureur général suppléant,
23270-o C. E. CANTIN.

Thérèse Jollette, spinster, stenographer, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the garage business, under the name of "Wilfrid Gagnon Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1948.

C. E. CANTIN,
23270 Assistant Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 1312

—
Québec, le 13 octobre 1948.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

—
CONCERNANT la Loi de l'impôt sur les corporations.

—
ATTENDU QUE par les arrêtés en conseil numéros 1495 et 1496, du 18 septembre 1947, des règles furent déterminées pour le calcul du "capital versé" des compagnies assujetties à la Loi de l'impôt sur les corporations ;

ATTENDU QUE lesdits arrêtés en conseil furent amendés par l'arrêté en conseil numéro 626, du 13 mai 1948 ;

ATTENDU QU'il est jugé nécessaire que lesdits arrêtés en conseil numéros 1495 et 1496 soient amendés de nouveau.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Trésorier de la Province:

—
QUE lesdits arrêtés en conseil soient amendés en ajoutant à l'avant-dernier paragraphe desdits arrêtés, tels qu'amendés, le paragraphe suivant :

"QUE les prêts et les dépôts à une compagnie de fiducie ou à une banque ne soient pas considérés comme prêts ou avances à une autre compagnie pour les fins du calcul de cette déduction."

A. MORISSET,
23283-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 1354

—
Québec, le 13 octobre 1948.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

—
CONCERNANT une convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la cité de Granby.

—
ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 1312

—
Quebec, October 13, 1948.

Present : The Lieutenant-Governor in Council

—
CONCERNING: The Corporation Tax Act.

—
WHEREAS by Orders-in-Council Nos. 1495 and 1496 of September 18th, 1947, rulings were adopted for computing the paid-up capital of companies subject to the provisions of the Corporation Tax Act;

WHEREAS the said Orders-in-Council were amended by Order-in-Council No. 626 of May 13th, 1948;

WHEREAS it is deemed expedient that the said Orders-in-Council Nos. 1495 and 1496 be again amended ;

WHEREFORE, upon the recommendation of the Honourable, the Treasurer of the Province, it is ordered:

—
THAT the said Orders-in-Council, as amended, be again amended by adding to the penultimate paragraph of each, the following paragraph:

"THAT loans to and deposits with a Trust Company or a Bank shall not be considered as loans or advances to another Company for the purposes of computing this deduction".

A. MORISSET,
23283-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 1354

—
Quebec, October 13, 1948.

Present : The Lieutenant-Governor in Council

—
CONCERNING a collective labour agreement relating to the commercial establishments of the city of Granby.

—
WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART :

L'Association des Marchands détaillants du Canada, Inc., succursale de Granby,

ET, D'AUTRE PART :

Le Syndicat des Employés de Commerce de Granby, Inc.,

pour les employeurs et les salariés des commerces de détail et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 août 1948;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces de détail et occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 août 1948.

I. Définitions : Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée :

a) *Employeur* : Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui tient ou exploite un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail ou en gros et en détail, l'un des commerces mentionnés à l'article II, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

b) *Employé* : Le mot "employé" désigne toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "a" du présent article; cependant, ce mot ne désigne pas les personnes employées à titre de gérants, non plus que les employés de bureau des établissements régis par le décret.

c) *Employé régulier* : Le terme "employé régulier" désigne tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé surnuméraire* : Le terme "employé surnuméraire" désigne tout employé qui est embauché, en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente et travaille moins de trente (30) heures par semaine.

e) *Gérant* : Le mot "gérant" désigne toute personne qui, à la place et au nom de son employeur, dirige et exploite de façon permanente l'établissement de celui-ci.

f) *Assistant-gérant* : Le terme "assistant-gérant" désigne toute personne qui aide le gérant dans l'accomplissement de ses fonctions.

g) *Livreur* : Le mot "livreur" désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur, à ses moments libres, doit travailler à l'entretien général de l'établissement.

h) *Messenger* : Le mot "messenger" désigne tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messenger et fait la livraison soit à pieds, soit avec une bicyclette.

ON THE ONE PART :

The Retail Merchants Association of Canada inc., Granby Branch,

AND, ON THE OTHER PART :

"Le Syndicat des Employés de Commerce de Granby, inc."

for the employers and the employees of the retail trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 28, 1948;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the retail trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 28, 1948.

I. Definitions : For the purposes of the present decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) *Employer*: The word "employer" means any person, association, or corporation who keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns where one of the trades mentioned in section II is carried on on a retail, or on a wholesale and retail basis whether such trade constitutes the main or secondary trade in respect of all other trades or occupations.

b) *Employee*: The word "employee" means any male or female wage earner who works for an employer as defined in subsection "a" of the present section; however, this word does not apply to persons employed as managers or as office employees in the establishments governed by the decree.

c) *Regular employee*: The words "regular employee" mean any employee who works the regular week of the establishment where he is employed.

d) *Occasional employee*: The words "occasional employee" mean any employee hired intermittently, in excess of the regular staff, and who works less than thirty (30) hours per week.

e) *Manager*: The word "manager" means any person who, in the place and name of his employer, manages and operates, in a permanent manner, the latter's establishment.

f) *Assistant-manager*: The words "assistant-manager" mean any person who helps the manager in the carrying out of his duties.

g) *Deliverer*: The word "deliverer" means any employee who, by means of a horse-drawn or motor vehicle whose care is entrusted to him, does the delivery transport of goods to any place determined by the employer. The deliverer, in his spare moments, shall work at the general maintenance of the establishment.

h) *Messenger*: The word "messenger" means any employee who does work known as that of messenger and the delivery either on foot or with a bicycle.

i) *Commis*: Le mot "commis" désigne tout employé préposé à la perception, à la réception, à la vente, à l'expédition, à l'étalage, au déballage ou à l'emballage, à l'étiquetage, à l'entreposage des marchandises, au débitage ou à la vente de la viande.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction commerciale*: Sont assujettis au présent décret, tous les établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant la durée du décret et qui font le commerce de détail, c'est-à-dire, vendent directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre, ou le commerce de gros et de détail. Est également régie, toute personne ayant un ou des agents ou un bureau dans la juridiction territoriale décrite au paragraphe "b" du présent article.

Toutefois le présent décret ne s'applique pas aux magasins de journaux, de tabac et d'articles de fumeurs, pharmacies, salles d'amusement, établissements ou commerce de fleuristes, d'optométristes, librairies et marchands de combustibles, garages, boulangeries, laiteries et à tout commerce régi par un autre décret.

b) *Jurisdiction territoriale*: Le présent décret s'applique à la cité de Granby et à la municipalité de canton de Granby.

III. *Durée du travail*: a) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le décret est de cinquante-cinq (55) heures.

Ces heures de travail sont réparties comme suit:

1. Dans les magasins de produits alimentaires:

les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.; le vendredi: entre 7.00 a.m. et 10.00 p.m.

2. Dans tous les autres établissements commerciaux assujettis au décret:

les lundi, mardi, mercredi, et jeudi: entre 8.30 a.m. et 6.00 p.m.; le vendredi: entre 9.00 a.m. et 10.00 p.m.; le samedi: entre 9.00 a.m. et 9.00 p.m.

3. Les restaurants, qu'ils soient attenants ou non à une épicerie, ne sont pas assujettis à la durée du travail déterminée ci-haut.

4. Une heure doit être accordée à tout employé pour le repas du midi et une heure pour le souper quand il doit retourner au travail le soir.

b) Pendant la période des fêtes, c'est-à-dire du 20 au 24 décembre inclusivement, et les deux jours précédents le Premier de l'An, excepté les dimanches et jours de fêtes, de même que la veille des fêtes chômées mentionnées à l'article IV, les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à dix heures du soir, tous les jours où cela serait autrement défendu, sans supplément de salaire pour le travail fait durant cette période.

c) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois, un employé bénéficiant d'un salaire supérieur au taux fixé par le décret, doit recevoir pour son travail supplémentaire, une rémunération calculée au taux actuel majoré de 50%.

Réserve: Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

IV. *Jours de fêtes chômées*: Tout employé régulier doit être rémunéré pour les jours suivants

i) *Clerk*: The word "clerk" means any employee committed to the sale, collection, receiving, shipping, displaying, unwrapping or wrapping, labelling, storing of goods, cutting or selling of meat.

II. *Jurisdiction*: a) *Commercial jurisdiction*: Shall be governed by the present decree all commercial establishments or private concerns actually existing, or which may come to exist during the period of enforcement of the decree, engaged in the retail trade, i.e. selling directly to the public or to one who does not buy for the purpose of selling, or in the wholesale and retail trade. Shall also be governed, any person having one or more agents or an office within the territorial jurisdiction described in subsection "b" of the present section. However, the present decree shall not apply to: stores selling newspapers, tobacco, smoking articles; drugstores, playrooms, florist shops, optometrist establishments, fuel trades, garages, bakeries, dairies; and to any trade governed by another decree.

b) *Territorial jurisdiction*: The present decree shall apply to the city of Granby and to the township municipality of Granby.

III. *Duration of work*: a) The standard work week in the establishment governed by the decree shall be one of fifty-five (55) hours.

These working hours shall be distributed as follows:

1. In food products stores: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.; Friday: between 7.00 a.m. and 10.00 p.m.

2. In all other commercial establishments governed by the decree: Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: between 8.30 a.m. and 6.00 p.m.; Friday: between 9.00 a.m. and 10.00 p.m.; Saturday: between 9.00 a.m. and 9.00 p.m.

3. Restaurants adjoining or not a grocery are not subject to the duration of work hereabove determined.

4. One hour shall be given to every employee for the noon meal and one hour for the evening meal when he goes back to work in the evening.

b) During the holidays period, i.e. from December 20 to December 24 inclusive, and the two days before New Years' Day, excepting Sundays and holidays, and on the eve of holidays mentioned in section IV, the hours of work may be extended until 10.00 p.m. on days when it is otherwise prohibited, without extra pay for work performed during such period.

c) Overtime work shall be remunerated at the rate of time and a half. However, an employee receiving wages higher than those established in the present decree shall receive for his overtime a remuneration computed on the actual rate of pay increased by 50%.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in commercial establishments must never constitute a derogation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority, or of the by-laws established by competent municipalities.

IV. *Days kept as holidays*: Every regular employee shall be remunerated for the following

où les établissements sont fermés, à l'exclusion des dimanches et des jours de fêtes tombant un dimanche:

Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'après l'office vers 10.00 heures du matin, l'Ascension, le 24 mai, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le Jour de Noël, et tout autre jour où l'employeur ou l'employeur professionnel tient son établissement fermé au public sans faire travailler tous ses employés réguliers.

Lors les fêtes de Noël et du Premier de l'An tombent, soit un dimanche, un lundi, un mardi ou un mercredi, le lendemain de ces fêtes est chômé et payé.

L'employeur ne peut pas obliger ses employés à travailler les dimanches et durant les jours énumérés au présent article, et tout travail exécuté durant ces jours doit être rémunéré au taux double du salaire régulier de tel employé.

V. *Congé annuel payé*: Après un an de service pour son employeur, tout employé régulier a droit à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours.

La période de prise de congé doit être fixée d'après entente entre l'employeur et l'employé et la rémunération payable à l'employé doit lui être remise avant son départ.

Pour tout ce qui concerne les conditions relatives au congé annuel payé, on doit référer aux dispositions de l'Ordonnance numéro 3 révisée de la Commission du salaire minimum.

Toute absence pour des raisons sérieuses ne prive pas l'employé du droit au congé.

VI. *Taux des salaires minima*: Aux fins du présent décret, le salaire minimum de la semaine régulière de travail est le suivant:

a) <i>Commis réguliers du sexe masculin</i> :	
1. Dans les magasins de produits alimentaires:	
	<i>par semaine</i>
Durant la 1ère année	\$15.00
Durant la 2ème année	18.00
Durant la 3ème année	22.00
Après trois (3) ans d'expérience, la classification et les salaires sont comme suit:	
1/3 dans la classe "A"	\$33.00
1/3 dans la classe "B"	28.00
1/3 dans la classe "C"	25.00
2. Dans tous les autres établissements commerciaux assujettis:	
60% dans la classe "A"	\$25.00
25% dans la classe "B"	20.00
15% dans la classe "C"	16.00
b) <i>Commis réguliers du sexe féminin</i> :	
75% dans la classe "A"	\$18.00
25% dans la classe "B"	16.00
c) <i>Commis supplémentaires</i> :	
Hommes	\$ 0.50
Femmes	0.40
d) <i>Livreur (55 heures de travail)</i> :	
	<i>par semaine</i>
Camions (de moins de 5,000 livres)	\$25.00
Camions (de plus de 5,000 livres)	28.00
e) <i>Aide-livreur (55 heures par semaine)</i> :	
Pour objets pesant 25 livres et plus	17.50
Pour objets pesant moins de 25 livres	12.00
f) <i>Messenger</i> :	
Bicyclette et entretien à la charge de l'employeur	13.00

days on which the establishments shall be closed, excepting Sundays and holidays falling on a Sunday:

New Years' Day, Epiphany Day, Good Friday until after the Service around 10.00 a.m., Ascension Day, May 24, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day, and any other day on which the employer or professional employer keeps his establishment closed to the public not making all his regular employees work.

When Christmas and New Year's Day fall on a Sunday, a Monday, a Tuesday or a Wednesday, the day after such holidays shall be kept and paid.

The employer shall not compel his employees to work on Sundays and on the days enumerated in the present section, and any work performed during such days shall be remunerated on the basis of double time computed on the regular wages of the employee.

V. *Annual vacation with pay*: After one year of continuous service for his employer, every regular employee is entitled to a continuous annual vacation with pay of at least seven days.

The vacation period shall be set by agreement between the employer and the employee and the remuneration payable to the employee shall be remitted to him before he leaves for his vacation.

All conditions concerned with the annual vacation with pay shall be subject to the provisions of Ordinance No. 3, revised, of the Minimum Wage Commission.

Absences for serious reasons shall not curtail the employee of his right to the vacation.

VI. *Minimum wage rates*: For the purposes of the present decree, the minimum wages for the standard work week shall be as follows:

a) <i>Male regular clerks</i> .	
1. In food products stores: <i>per week</i>	
	<i>per week</i>
During the 1st year	\$15.00
During the 2nd year	18.00
During the 3rd year	22.00
After three (3) years of experience, the classification and wages shall be as follows:	
1/3 in class "A"	33.00
1/3 in class "B"	28.00
1/3 in class "C"	25.00
2. In all other commercial establishments:	
60% in class "A"	25.00
25% in class "B"	20.00
15% in class "C"	16.00
b) <i>Regular female clerks</i> :	
75% in class "A"	18.00
25% in class "B"	16.00
c) <i>Occasional clerks</i> : <i>per hour</i>	
Male	0.50
Female	0.40
d) <i>Deliverers: (55 hours of work)</i> <i>per week</i>	
	<i>per week</i>
Trucks (under 5,000 lbs)	25.00
Trucks (over 5,000 lbs)	28.00
e) <i>Deliverer's helper: (55 hours per week)</i> :	
For articles weighing 25 lbs or more	17.50
For articles weighing less than 25 lbs	12.00
f) <i>Messengers</i> :	
Bicycle and upkeep at the employer's cost	13.00

Bicyclette et entretien à la charge de l'employé..... 18.00
 Commissionnaires (juillet et août)..... 10.00

Bicycle and upkeep at the employee's cost..... 18.00
 Errand boys (July and August) 10.00

TABLEAU DES POURCENTAGES

PERCENTAGE TABLE

Un seul salarié: Les premiers six mois d'emploi dans la classe "B", ensuite dans la classe "A":

Only one employee: The first six months of employment in class "B", then in class "A".

Total des salariés	Classe "A"	Classe "B"	Total number of employees	Class "A"	Class "B"
2	1	1	2	1	1
3	2	1	3	2	1
4	3	1	4	3	1
5	4	1	5	4	1
6	4	2	6	4	2
7	5	2	7	5	2
8	6	2	8	6	2
9	7	2	9	7	2
10	7	3	10	7	3
11	8	3	11	8	3
12	9	3	12	9	3
13	10	3	13	10	3
14	10	4	14	10	4
15	11	4	15	11	4
16	12	4	16	12	4
17	13	4	17	13	4
18	13	5	18	13	5
19	14	5	19	14	5
20	15	5	20	15	5
21	16	5	21	16	5
22	16	6	22	16	6
23	17	6	23	17	6
24	18	6	24	18	6
25	19	6	25	19	6
26	19	7	26	19	7
27	20	7	27	20	7
28	21	7	28	21	7
29	22	7	29	22	7
30	22	8	30	22	8

VII. *Dispositions diverses:* a) Tout travail doit être remunéré en espèces et au plus tard le samedi midi.

VII. *General provisions:* a) Work shall be paid for in cash and, at the latest, Saturday noon.

b) Le salaire doit être remis à chaque employé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits son nom, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le salaire brut payé, les déductions faites, le montant contenu dans l'enveloppe, laquelle doit être initialee par la personne qui fait la paye.

b) The wages shall be given to every employee in a sealed envelope on which the following shall be inscribed: his name, the date of the work week, the number of hours worked, the gross wages paid, the deductions made, the amount contained in the envelope which shall be initialed by the pay clerk.

c) Tout employeur est tenu de donner à un employé qui le quitte, et qui en fait la demande, une lettre attestant la nature et la durée de son travail à son service.

c) Every employer shall give an employee who leaves him, and who so requests, a letter stating the nature and duration of work in his employ.

d) Les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur du décret, sont supérieurs à ceux déterminés par ledit décret, ne peuvent être diminués de quelque manière que ce soit.

d) The wages which, at the time of the coming into force of the decree are higher than those determined by the said decree shall in no way be reduced.

e) Tout employeur, s'il embauche un nouvel employé, doit reconnaître l'expérience acquise par cet employé dans un autre établissement faisant le même genre de commerce, pourvu que cet employé puisse établir la nature et la durée de sa fonction précédente. Tout différend à ce sujet est soumis au Comité paritaire pour décision. Il peut y avoir appel de cette décision au Ministère du Travail.

e) Every employer, when hiring a new employee, shall take into account the experience of such employee in another establishment engaged in the same kind of trade, provided the said employee can establish the nature and duration of his previous occupation. Any dispute in connection therewith shall be submitted to the Parity Committee for a decision. There may be an appeal against such decision to the Minister of Labour.

f) Tout employeur doit reconnaître les années d'expérience de ses employés et fixer, lors de la mise en vigueur du décret, leur salaire, s'il est inférieur aux minima établis, d'après l'expérience déjà acquise à son service. Toute mésentente entre l'employeur et l'employé doit être soumise au Comité paritaire.

f) Every employer shall take into account the years of experience of his employees and, at the time of the coming into force of the decree, determine their wages, should they be lower than the minimum ones established, according to the experience acquired in their employ. Any disagreement between the employer and the employee shall be submitted to the Parity Committee.

g) L'employé exécutant plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet du décret doit recevoir le salaire déterminé pour l'occupation la mieux rémunérée, s'il est établi qu'il emploie plus de 50% de son temps à cette occupation.

h) Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui fixé par le décret, de stipuler que le supplément peut servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour travail supplémentaire.

VIII. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par ce décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

X. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'un an à compter de cette date.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

23288-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

g) An employee performing more than one function or kind of work governed by the decree shall receive the wages determined for the best paid occupation if it can be established that he spends more than 50% of his time in such occupation.

h) It is prohibited, when agreeing upon a wage rate higher than that established by the decree, to stipulate that the excess may be used to pay any amount owed by the employer for overtime.

VIII. At the time of approval of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the previous decree in the territorial jurisdiction determined by this decree, remains in office and administers the decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee under the said previous decree.

X. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in effect for a period of one year from that date.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60), nor less than thirty (30) days, prior to the expiry of the original period or of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

23288-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Ventes par licitations

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 263457

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 1er octobre 1948, dans une cause dans laquelle sont demandeurs: 1° Luc Antigna, agent de Asnières, France, 2° Dame Jacqueline Gauthier, des cité et district de Montréal, veuve de Lorenzo Desputeau, en son vivant agent du même lieu, 3° Dame Gabrielle Gauthier, de la Cité d'Outremont, district de Montréal, épouse de Charles Longpré, comptable du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et 4° Trust Général du Canada, corporation ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, et dans laquelle cause est défendeur, Jacques Gauthier, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant en lieux inconnus et déclaré absent, et 1° Dame Nellie Fetch, épouse du dit Jacques Gauthier, 2° Charles Gauthier et 3° Andrew Gauthier, en leur qualité d'envoyé en possession provisoire, sont mis-en-cause, la licitation des immeubles, désignés comme suit, a été ordonnée, savoir:

a) Un emplacement ayant front sur la rue Fullum en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille cinq cent soixante (1560) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel du quartier Sainte-Marie, en la dite cité de Montréal; mesurant trente-deux pieds de

Sales by Licitations

SALE BY LICITATION

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 263457.

Public notice is given pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, on the 1st of October, 1948, in a case wherein are plaintiffs: 1. Luc Antigna, agent of Asnières, France, 2. Dame Jacqueline Gauthier, of the City and district of Montreal, unmarried widow of Lorenzo Desputeau, in his lifetime agent of the same place, 3. Dame Gabrielle Gauthier, of the City of Outremont, district of Montreal, wife of Charles Longpré, accountant of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, and 4. Trust General du Canada, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the city of Montreal, said district, and wherein is defendant, Jacques Gauthier, formerly residing in the City of Montreal, district of Montreal, and now in parts unknown, and 1. Dame Nellie Fetch, wife of the said Jacques Gauthier, 2. Charles Gauthier and 3. Andrew Gauthier, in their quality of provisional possessors, are mis en cause, the licitation of the immovables, described as follows, has been ordered, to wit:

a) An emplacement fronting on Fullum Street in the City of Montreal, known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference for St. Mary's Ward of the City of Montreal, under number one Thousand five hundred and sixty (1560); measuring thirty

largeur sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Fullum, en profondeur par le lot 1561 d'un côté par le numéro 1559 et de l'autre côté par le numéro 1562 du même cadastre.

Avec constructions dessus érigées portant les numéros 539 et 541 de la rue Fullum, et circonstances et dépendances

b) Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert en la Cité de Montréal, étant la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf de la subdivision du numéro principal huit cent quarante-six (846 ptie S.E.-9) au cadastre officiel du quartier Saint-Jacques, mesurant vingt pieds et dix pouces de largeur, sur une profondeur de cent quarante-cinq pieds, mesure française et plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Hubert, en arrière par une ruelle commune; du côté Sud-Est par le numéro 846-8 et du côté Nord-Ouest par le résidu du dit lot numéro 846-9.

Avec bâtisses dessus érigées portant les numéros 1684-86 de la rue Saint-Hubert, et circonstances et dépendances.

c) Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, en la Cité de Montréal, étant la partie Nord-Est du lot de terre connu et désigné sous le numéro mille cinq cent quatre-vingt-quinze, (1595) au cadastre officiel du quartier Sainte-Marie; mesurant, la dite partie, cent deux pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-onze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Notre-Dame, Est, en arrière par le lot numéro 1594; du côté Nord-Est par la rue Poupard et de l'autre côté au Sud-Ouest par le résidu du lot 1595 au dit cadastre officiel.

Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros 2432 à 2446 de la rue Notre-Dame, Est, et circonstances et dépendances.

Lesdits immeubles ci-dessus désignés seront vendus à l'enchère, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1948, par cette Cour, au Palais de Justice, district de Montréal, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, à la chambre 31, ou dans toute autre chambre de la dite Cour Supérieure, désignée par le Juge pour les fins de ladite vente, sujets aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devront être déposées au Greffe du Protonotaire, au moins douze jours avant la date fixée pour les dites vente, et adjudication, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication, à défaut de quoi le droit de le faire sera éteint par forclusion conformément à la loi.

Un dépôt de \$1,000.00 est requis pour enchérir sur chacun desdits immeubles à la dite vente.

Montréal, le 12 octobre 1948.
Le Procureur des demandeurs,
23248-42-2-o CHARLES-H. DESJARDINS.

Cause N° 9962. Parties: Joseph Deguire, bourgeois, des Cité et District de Montréal, es-qualité d'héritier de Joséphine Lapierre, demandeur; vs Paul, Pierre, Xavier, Joseph Lapierre et Donald Lapierre, fille majeure, tous de Monckland, Province d'Ontario, Rose Anna La-

two feet in width by a total depth of eighty five feet, English measure; bounded in front by Fullum Street, in rear by Lot 1561; on one side by lot 1559 and on the other side by lot 1562.

With buildings thereon erected bearing civic numbers 539-541 Fullum Street, and members and appurtenances.

b) An emplacement fronting on St. Hubert Street, in the City of Montreal, forming the South East portion of lot known and designated as subdivision nine of lot number eight Hundred and forty six (846 pt. S.E.-9) on the Official Plan and in the Book of Reference of St. James Ward; measuring twenty-feet and ten inches in width by a depth of one Hundred and forty five feet, French measure, and more or less; bounded in front by St. Hubert Street; in rear by a common lane; on one side to the South East by lot 846-8; on the other side to the North West by the remainder of said lot 846-9.

With buildings thereon erected, bearing civic numbers 1684-86 St. Hubert Street; and members and appurtenances.

c) An emplacement fronting on Notre-Dame Street in the City of Montreal, forming the North East portion of lot known and designated under number one Thousand five hundred and ninety five (1595) on the Official Plan and in the Book of Reference of St. Mary's Ward; measuring the said portion one Hundred and two feet in width, by ninety one feet in depth; English measure, and more or less; bounded in front by Notre Dame Street East; in the rear by lot 1594; on one side to the North East by Poupard Street, on the other side to the South West by the residue of lot 1595, on the said Official Plan,

With buildings thereon erected bearing numbers 2432 to 2446 Notre Dame Street East, and members and appurtenances.

The above described immovables will be sold by auction, and adjudged to the highest and last bidder, on the NINETEENTH day of NOVEMBER 1948, by the said Court, in the Court House, district of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in Room 31, or in any other room of the said Superior Court, designated by the Judge for the purpose of the said sale, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges files in the Office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary at least twelve days before the date fixed for the said sale and adjudication and any opposition for payment must be made within the six days following the adjudication, and failing the parties to file the said opposition in the delay prescribed they shall be foreclosed from so doing according to law.

A deposit of \$1,000.00 is required before bidding on each of the said immovables of the said sale.

Montreal, October 12th 1948.
CHARLES-H. DESJARDINS,
23248-42-2-o Attorney for plaintiffs.

Case No. 9962. Parties: Joseph Deguire, gentleman, of the city and district of Montreal, es-qualité of heir of Josephine Lapierre, plaintiff; vs Paul, Pierre, Xavier, Joseph Lapierre and Donald Lapierre, spinster, all of Monckland, Province of Ontario, Rose Anna Lapierre, wife com-

pierre, épouse commune en biens de M. Lapierre et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, d'adresse inconnue, Marie Anne Volkoff, épouse séparée de biens de M. Volkoff et ce dernier pour autoriser son épouse, de Hamilton, Province d'Ontario, Frank et Albert Ouellet, d'adresse inconnue, es-qualité d'héritiers de Joséphine Lapierre, défendeurs.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, rendu le cinq octobre mil neuf cent quarante-huit, dans une cause dans laquelle Joseph Dequire, rôtisseur, domicilié à l'Abord à Plouffe, est le demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. a) Un morceau de terre situé en la paroisse de St-Adolphe, comté d'Argenteuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt-deux (P. N° 22) du deuxième rang du canton Howard, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, dans le comté d'Argenteuil, avec maison, grange, et autres bâtiments dessus construits; lequel morceau de terre est borné comme suit: au sud par la route nationale de même qu'à l'est; au nord par le lot N° 23 du même rang, et à l'ouest par partie du lot N° 22 du 3ème rang du même canton; et

b) Un morceau de terrain faisant partie dudit lot numéro vingt-deux (P. N° 22) dans ledit deuxième rang du canton Howard, aux plan et livre de renvoi officiels susdits; borné en front au nord par la route nationale; au sud par le Lac Barbotte, à l'ouest par un ruisseau reliant le lac Barbotte au Lac Long, et à l'est par partie dudit lot N° 22 appartenant à John Davies. A noter que la longueur de ce terrain de l'est à l'ouest et mesurée le long de la route nationale est de trois cent quatre-vingt-treize pieds (393') plus ou moins;

c) Un emplacement faisant partie du lot numéro vingt-deux (P. N° 22) dudit deuxième rang du canton Howard et borné comme suit: à l'ouest et au sud-ouest par la route nationale; à l'est par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang du canton Howard, au nord par le lot N° 23 du deuxième rang du canton Howard et au sud par partie du lot N° 21A du deuxième rang dudit canton.

2. Un certain emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt-deux (P. N° 22) dans le deuxième rang du canton Howard, aux plan et livre de renvoi officiels susdits; mesurant deux cent quatre-vingt-treize pieds (293') de largeur plus ou moins, mesure anglaise; borné au nord par le chemin public, au sud par le lac Barbotte, à l'ouest par autre partie du même lot appartenant à Dame Joséphine Lapierre et à l'est par un gros cap de roche.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et abjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 19 NOVEMBRE 1948, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire du District de Terrebonne, au Palais de Justice de Saint-Jérôme, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée aux greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les

mon as to property of Mr. Lapierre and the latter both personally and to authorize his wife, address unknown, Marie Anne Volkoff, wife separate as to property of M. Volkoff and the latter to authorize his wife, of Hamilton, Province of Ontario, Frank and Albert Ouellette, address unknown, es-qualité of heirs of Joséphine, Lapierre, defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Saint-Jérôme, in the district of Terrebonne, rendered the fifth day of October, one thousand nine hundred and forty-eight, in a case wherein Joseph Dequire, roaster, domiciled at l'Abord à Plouffe, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

1. a) A parcel of land situate in the parish of St-Adolphe, county of Argenteuil, forming part of the lot known and designated as number twenty-two (Pt. No. 22), in the second range of the township Howard, on the official plan and in the book of reference for the said township, in the county of Argenteuil, with a house, barn and other buildings thereon erected; the said parcel of land is bounded as follows: on the south by the national highway the same as on the east; on the north by lot No. 23 of the same range, and on the west by a part of lot No. 22 of the 3rd range of the same township; and

b) A parcel of land forming part of said lot number twenty-two (Pt. No. 22) in said second range of the township Howard, on the aforesaid official plan and book of reference; bounded in front on the north by the national highway; on the south by lake Barbotte, on the west by a stream joining lake Barbotte to lake Long, and on the east by a part of said lot No. 22 belonging to John Davies. Note that the length of this parcel of land from east to west and measured along the national highway is three hundred and ninety-three feet (393') more or less;

c) An emplacement forming part of lot number twenty-two (Pt. No. 22) of the said second range of the township Howard, and bounded as follows: on the west and southwest by the national highway; on the east by the division line between the first and second range of the township Howard, on the north by lot No. 23 of the second range of the township Howard and on the south by a part of lot No. 21A of the second range of the said township.

2. A certain emplacement known and designated as forming part of lot number twenty-two (Pt. No. 22) in the second range of the township Howard, on the official plan and in the book of reference aforesaid; measuring two hundred and ninety-three feet (293') in width, more or less, English measure; bounded on the north by the public road, on the south by lake Barbotte, on the west by another part of the same lot belonging to Dame Joséphine Lapierre and on the east by a large rocky cape.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the 19th of NOVEMBER, 1948, TEN o'clock of the forenoon, at the office of the Prothonotary for the District of Terrebonne, in the Court House of Saint Jérôme, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six

six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jérôme, ce 6 octobre 1948.
23249-42-2-o LORENZO CAMIRAND.

days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Saint Jérôme, this 6th day of October, 1948.
23249-42-2 LORENZO CAMIRAND.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association of Employees of Dominion Electric Protection Company (Province of Quebec)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 octobre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23272-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de Notre-Dame de la Doré", en date du 31 août 1948, dont le siège social est situé à Notre-Dame de la Doré, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23273-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 13 octobre 1948, les règlements I à XVI inclusivement de "Ormstown War Memorial Community Centre Inc.", tels qu'adoptés à une assemblée tenue le 23 septembre 1948, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 276, telles qu'ajoutées par la Loi 11 Geo. VI, ch. 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23274 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 14 octobre 1948, la fin de l'existence corporative de "L'Association des Détaillants d'Essence des Cantons de l'Est", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association of Employees of Dominion Electric Protection Company (Province of Quebec)" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 12, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
23272 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de Notre-Dame de la Doré" under date the 31st day of August, 1948, whereof the head office is at Notre-Dame de la Doré, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th of September, 1948.

JEAN BRUCHÉSI.
23273 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General the Provincial Secretary approved, on October 13th, 1948, By-Laws I to XVI inclusive of "Ormstown War Memorial Community Centre Inc.", as adopted at a Meeting held on September 23rd, 1948, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, as added thereto by the Act 11 George VI, ch. 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 15th of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23274-o Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 14th of October, 1948, the termination of the corporate existence of "L'Association des Détaillants d'Essence des Cantons de l'Est", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 15th, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 30 septembre 1948, la fin de l'existence corporative du "Syndicat des Employés de l'Industrie du Lait", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 7 octobre 1948, la fin de l'existence corporative du "Syndicat National Catholique des Manœuvres de Chicoutimi, Section No 11", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S. R. Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 7 octobre 1948, la fin de l'existence corporative du "Syndicat National Catholique des Manœuvres de Jonquière", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est par les présentes donné que conformément à la Loi des clubs de récréation lors d'une assemblée spéciale et générale des Membres de "The Bruck Silk Mills Recreation Club", tenue le 13 octobre 1948, une résolution a été adoptée changeant le nom "The Bruck Silk Mills Recreation Club" en celui de "The Bruck Mills Recreation Club."

Daté à Cowansville ce 13 octobre 1948.

Le Secrétaire,
23292-o G. ROLAND BOUCHER.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 7 octobre 1948, la fin de l'existence corporative du "Syndicat National Catholique des Menuisiers-Charpentiers du Ca-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 30th of September, 1948, the termination of the corporate existence of the "Syndicat des Employés de l'Industrie du Lait", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 15th, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 7th of October, 1948, the termination of the corporate existence of the "Syndicat National Catholique des Manœuvres de Chicoutimi, Section No. 11", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 15th, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on October 7, 1948, enacted the termination of the corporate existence of "Syndicat National Catholique des Manœuvres de Jonquière" and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 15, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given, that according to the law of the Recreation Clubs, at a general and a special meeting of the Members of the "The Bruck Silk Mills Recreation Club" held on October 13th, 1948, a resolution was adopted concerning the change of the name "The Bruck Silk Mills Recreation Club" in that of "The Bruck Mills Recreation Club".

Dated at Cowansville on October 13th, 1948.

G. ROLAND BOUCHER,
23292-o Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on October 7, 1948, enacted the end of the corporate existence of the "Syndicat National Catholique des Menuisiers-Char-

nada, Section N° 11 de Chicoutimi", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23275-o JEAN BRUCHÉSI.

pentiers du Canada, Section No. 11 de Chicoutimi" and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 15, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23275 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Patronale des Tanneurs de la Province de Québec" (The Tanners Association of Employers for the Province of Quebec), pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le sept octobre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23276-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Patronale des Tanneurs de la Province de Québec" (The Tanners Association of Employers for the Province of Quebec), for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 7, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, judicial district of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,
23276 Under Secretary of the Province.

LA COMPAGNIE DU TÉLÉPHONE
SAGUENAY-QUÉBEC

Le Règlement N° 19

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de sept à neuf.

2. La clause 1 de l'article deux des règlements de la compagnie telle qu'éditée par le règlement N° 18 est amendée en remplaçant le mot "sept" par le mot "neuf".

Montréal, 13 octobre 1948.

Copie conforme.

(Seau) L'Assistant-secrétaire,
23284-o ANDRÉ FORGET.

LA COMPAGNIE DU TÉLÉPHONE
SAGUENAY-QUÉBEC

By-Law No. 19

1. The number of directors of the company is hereby increased from seven to nine.

2. The clause 1 of section 2 of the by-laws of the company as enacted by By-law No. 18 is amended by replacing the word "seven" by the word "nine".

Montreal, October 13, 1948.

True copy.

(Seal) ANDRÉ FORGET,
23284 Assistant-Secretary.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le texte du Règlement N° 1A de "La Coopérative Ste-Victoire", société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, dont le siège social est situé à Victoriaville, comté d'Arthabaska, changeant le nom de ladite société en celui de "La Coopérative d'Habitation Ste-Victoire", tel qu'adopté à une assemblée générale spéciale des membres, tenue le 4 octobre 1948, conformément aux dispositions de l'article 4 de ladite loi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le quinze octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23294-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable The Provincial Secretary has duly received the text of By-law No. 1A of "La Coopérative Ste-Victoire", an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act whereof the principal place of business is at Victoriaville, county of Arthabaska, changing the name of the said association into that of "La Coopérative d'Habitation Ste-Victoire", as adopted at a special general meeting of its members, held on October 4, 1948, pursuant to the provisions of section 4 of the said Act, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this fifteenth day of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23294 Under Secretary of the Province.

AVIS

VILLE DE ROUYN
COMTÉ DE ROUYN-NORANDA

Avis public est par les présentes donné que les obligations suivantes émises par la ville de Rouyn sous l'autorité de son règlement N° 70, série "C" ont été désignées par le sort pour être rachetées au pair le 1er décembre 1948:

Dénomination de \$100.00: C 27, 73, 103, 140, 169, 190 et 227;

NOTICE

TOWN OF ROUYN
COUNTY OF ROUYN-NORANDA

Public notice is hereby given that the following bonds issued by the Town of Rouyn under authority of its by-law No. 70, Series "C" have been drawn by lots for redemption at par on the 1st of December 1948:

Denomination of \$100.00: C 27, 73, 103, 140, 169, 190 and 227;

Dénomination de \$500.00: D 99, 143, 180, 195, 208, 212, 263, 329 et 424;

Dénomination de \$1,000.00: M 23, 60, 88, 115 et 179.

Les obligations désignées ci-dessus cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1948.

Donné à Rouyn, ce 14ème jour d'octobre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD BEAUCHEMIN.

23296-o

Denomination of \$500.00: D 99, 143, 180, 195, 208, 212, 263, 329 and 424;

Denomination of \$1,000.00: M 23, 60, 88, 115 and 179.

Interest will cease to accrue on the bonds indicated above as of December 1st, 1948.

Given at Rouyn this fourteenth day of October, 1948.

GÉRARD BEAUCHEMIN,
Secretary-treasurer.

23296-o

SCIENTIFIC ENTERPRISES LTD.

Règlement N° 23

Il a été proposé, secondé et passé à l'unanimité: Attendu qu'il est du meilleur intérêt de la compagnie que le nombre des directeurs soit augmenté de 3 à 4.

Il est décrété comme le règlement N° 23: Que le nombre des directeurs soit augmenté de 3 à 4.

Montréal, 15 septembre 1948.

Le Directeur & président de
l'assemblée des directeurs,
H. B. TANENBAUM.

23304

SCIENTIFIC ENTERPRISES LTD.

By-Law No. 23

It was moved, seconded and unanimously passed: Whereas it is in the best interest of the Company that the number of Directors be increased from 3 to 4.

That it is enacted as By-law No. 23: That the number of Directors is increased from 3 to 4.

Montreal, September 15th, 1948.

H. B. TANENBAUM,
(President) & Chairman of
Directors Meeting.

23304-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de la Rivière-du-Loup et de Saint-Antonin", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le huit septembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

23305-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de la Rivière-du-Loup et de Saint-Antonin", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 8, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

23305

B. B. ELECTRIC COMPANY LIMITED

Règlement N° 27

Afin d'augmenter le nombre des administrateurs de la compagnie de trois à huit, qu'il soit et il est par les présentes décrété que:

Le règlement N° 9 fixant à trois le nombre des administrateurs soit et est par les présentes annulé et révisé à toutes fins que de droit:

Que les affaires de la compagnie soient à l'avenir dirigées et administrées par un conseil de huit administrateurs élus et choisis parmi les actionnaires et dont trois formeront quorum.

Nous certifions que les présentes sont une copie conforme du Règlement N° 27 adopté à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 22 septembre 1948 et approuvé à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue également le 22 septembre 1948.

Le Président,
P. de G. BEAUBIEN,
Le Secrétaire,
J. E. LEBLANC.

23315-o

B. B. ELECTRIC COMPANY LIMITED

By-Law No. 27

For the purpose of increasing the number of directors of the company from three to eight, be it and it is hereby enacted:

That by-law No. 9 fixing the number of directors at three be and it is hereby annulled and revoked to all intents and purposes:

That the affairs of the company be for the future directed and managed by a board of eight directors elected and chosen from among the shareholders and four of same will form a quorum.

We certify this to be a true copy of By-law No. 27 adopted at a meeting of the directors of the company, held on the 22nd day of September, 1948, and unanimously approved by the shareholders of the company present at a special general meeting called for such purpose and also held on the 22nd day of September, 1948.

P. de G. BEAUBIEN,
President.
J. E. LEBLANC,
Secretary.

23315

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de St. François, en Cour Supérieure, No. 6856. Alice Boutin, de Sherbrooke, demanderesse, épouse de Eugène Dutil, débosseur, de Sherbrooke, district de St. François, a pris une action en séparation de biens contre son mari.

Sherbrooke, ce 14 octobre 1948.

Le procureur de la demanderesse,

232171-o ARMAND NADEAU.

Canada, District de Terrebonne, Province de Québec, Cour Supérieure N° 10134. Lucile Bertrand, épouse commune en biens de Roger Sigouin, de St-Adolphe d'Howard, district de Terrebonne, demanderesse, vs Roger Sigouin, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatrième jour d'octobre, 1948.

St-Jérôme, le 14 octobre, 1948.

Le Procureur de la demanderesse,

23277-o MAURICE DEMERS.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis, in the Superior Court, No. 6856. Alice Boutin, of Sherbrooke, plaintiff, wife of Eugène Dutil, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, has instituted an action against her husband for separation as to property.

Sherbrooke, October 14th 1948.

ARMAND NADEAU,

Attorney for plaintiff.

Canada, District of Terrebonne, Province of Quebec, Superior Court, No. 10134. Lucile Bertrand, wife common as to property of Roger Sigouin, of St-Adolphe de Howard, district of Terrebonne, plaintiff; vs Roger Sigouin, of the same place, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the fourth day of October, 1948.

St-Jérôme, October 14, 1948.

MAURICE DEMERS,

Attorney for the plaintiff.

Chartes — Abandon de

**AVIS SUIVANT L'ARTICLE 26 DE LA LOI
DES COMPAGNIES DE QUÉBEC**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "American Children's Wear Inc.", s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 14 octobre 1948.

Le Procureur de la compagnie,
M. H. FRANKLIN, C.R.

La Secrétaire de la compagnie,
Mme FLEURETTE SMITH.

23278

Charters — Surrender of

**NOTICE UNDER SECTION 26 OF QUEBEC
COMPANIES' ACT**

Notice is hereby given that "American Children's Wear Inc.", will make application to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, October 14, 1948.

M. H. FRANKLIN, K.C.,
Attorney for the Company.

FLEURETTE SMITH,
Secretary of the Company.

23278-o

EXCHEQUER SECURITIES LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Exchequer Securities Limited" donne, par les présentes, avis que cette compagnie s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, P.Q., 15 octobre 1948.

Le Secrétaire,
C. G. MEEK.

23279

EXCHEQUER SECURITIES LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Exchequer Securities Limited" hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Montreal, P.Q., 15th October, 1948.

C. G. MEEK,
Secretary.

23279-o

SHAWINIGAN HOTELS CORPORATION LIMITED

Selon les dispositions de la loi des Compagnies de Québec, "Shawinigan Hotels Corporation Limited", donne par les présentes avis qu'elle demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa Charte à compter de la date qu'il déterminera.

Montréal, ce 14 octobre, 1948.

Les Procureurs de la Compagnie,
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM & HYDE.

23280-o

SHAWINIGAN HOTELS CORPORATION LIMITED

In accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, "Shawinigan Hotels Corporation Limited", hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from and after such date as he may determine.

Montreal, October 14th, 1948.

SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM & HYDE,
Solicitors for the Company.

23280-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Hubbard, Dilley & Hamilton, Inc." a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. Alfred Jacques Diamant, 4655 avenue Bonavista, cité de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie, dans la province de Québec, est établi à 4655 avenue Bonavista, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23297 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Hubbard, Dilley & Hamilton, Inc." has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said Company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Alfred Jacques Diamant of 4655 Bonavista Avenue in the City of Montreal.

The principal office of the Company in the Province of Quebec is established at 4655 Bonavista Avenue in the said City of Montreal in the judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 8th day of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23297-o Under-Secretary of the Province.

Compagnie dissoute

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Hampton Court Company", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes, en date du 22 février 1928, avec siège social en la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, a été dissoute le 30 septembre 1948, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q., 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23295 JEAN BRUCHÉSI.

Company Dissolved

Notice is hereby given that "Hampton Court Company", a company incorporated by letters patent dated February 22, 1928, with its head office in the City of Montreal, in the judicial district of Montreal, has been dissolved on September 30th, 1948, pursuant to the provisions of The Winding-Up Act, R.S.Q., 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 4th day of October, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23295-o Under Secretary of the Province.

Demande à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la révérende Sœur Nicole Michaut, la révérende Sœur Véronique Clermont, la révérende Sœur Elisabeth Fliche, la révérende Sœur Suzanne Boulogne et la révérende Sœur Jeanne Elicabide, toutes présentement de la Cité de Sherbrooke, district de Saint-François, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "La Compagnie des Filles de la Charité de saint Vincent de Paul", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour les fins religieuses, éducationnelles et charitables, et spécialement avec le pouvoir de posséder des propriétés immobilières de quelque étendue que ce soit nonobstant les dispositions de l'article 3 de la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et gens de mainmorte (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 283; la corporation sera gouvernée par la régie de sa communauté et elle aura le pouvoir de faire des règlements; son siège social sera dans la Cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, ce 5 octobre 1948.

Les Procureurs des pétitionnaires,
23290-43-4-o LEBLANC & DELORME.

Application to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Reverend Sister Nicole Michaut, Reverend Sister Véronique Clermont, Reverend Sister Elisabeth Fliche, Reverend Sister Suzanne Boulogne, and Reverend Sister Jeanne Elicabide, all presently of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, for the passing of an Act incorporating "The Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul", with all the powers, rights, and privileges of ordinary corporations and with special powers for religious, educational and charitable purposes, and specially with the power to hold immoveable property of any extent whatsoever notwithstanding the provisions of section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 283); the corporation will be governed by the rules of their community and will have the power to make by-laws; the head office of the corporation shall be in the City of Sherbrooke.

Sherbrooke, October 5th 1948.

LEBLANC & DELORME,
23290-43-4-o Attorney for the petitioners.

Département des Affaires municipales Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution en date du 5 octobre 1948 du conseil du village de Canrobert, comté de Rouville, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 14 octobre 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 14 octobre 1948.

Le Ministres des Affaires municipales,
BONA DUSSAULT.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution en date du 7 septembre 1948 du conseil du village de Lawrenceville, comté de Shefford, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 13 octobre 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 13 octobre 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,
23281-o BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution dated October 5, 1948, of the Council of the village of Canrobert, county of Rouville, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of October 14, 1948, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, October 14, 1948.

BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution dated the 7th of September, 1948, of the council of the village Lawrenceville, county of Shefford, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 13th day of October, 1948, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, October 13, 1948.

23281 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

**Département de l'Agriculture
Industrie Laitière**

**Department of Agriculture
Dairy Industry**

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance N° 48-SP-VIII

Order No. 48-SP-VIII

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du mardi, 19 octobre 1948, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday October 19, 1948, held in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Omer Milot, Jos. Hébert, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Mssrs. Dr. Émile Nadeau, President, Omer Milot, Jos. Hébert, Alphonse Savoie, Secretary.

Attendu qu'il y a lieu de fixer le prix du lait vendu ou livré par les fournisseurs-producteurs aux usines de lait concentré entier;

Whereas it is deemed necessary to establish the price of milk sold or delivered by producers suppliers to concentrated whole milk plants;

Vu les pouvoirs que la Loi des produits laitiers donne à la susdite Commission:

Considering the power given the Dairy Industry Commission of the Province of Québec by the Dairy Product Act;

LA DITE COMMISSION DÉCRÈTE:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° La présente ordonnance s'étend à tout le territoire de la province de Québec.

1. The present Order applies to the whole territory of the Province of Québec.

2° Dans la présente ordonnance:

2. In the present Order:

a) Le mot "fabricant" signifie toute personne achetant ou recevant, des cultivateurs ou autres producteurs, du lait pour le transformer pour fins commerciales en produits de lait concentré entier;

a) The word "manufacturer" means any person purchasing or receiving milk from farmers or other producers to be converted for commercial purposes into concentrated whole milk products;

b) Les mots "produits de lait concentré entier" signifient le lait évaporé, le lait condensé, la poudre de lait entier;

b) The words "concentrated whole milk products" mean evaporated milk, condensed milk, whole milk powder;

c) Les mots "lait condensé" signifient le lait dont on a fait évaporer une grande partie de l'eau et auquel on ajoute du sucre et contenant, après avoir tenu compte de toutes les tolérances, au moins 28 pour cent de solides du lait et au moins 8 pour cent de matières grasses du lait.

d) Les mots "lait évaporé" signifient le lait dont on a fait évaporer une grande partie de l'eau et contenant, après avoir tenu compte de toutes les tolérances, au moins 25.5 pour cent de solides du lait et au moins 7.8 pour cent de matières grasses du lait;

e) Les mots "poudre de lait entier" signifient le produit de poudre soluble obtenu du lait entier par le procédé de vaporisation ou le procédé à rouleaux, contenant au moins 95 pour cent de solides du lait et au moins 26 pour cent de matières grasses du lait;

3° Tout fabricant doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant 3.5 pour cent de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, un prix minimum de \$3.25 F.A.B. la place d'affaires dudit fabricant: a) plus une prime d'au moins cinq sous par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1 pour cent au-dessus de 3.5 pour cent; ou b) moins, pour tout lait au-dessous de 3.5 pour cent, un rabais dont le taux sera le même que celui de la prime. Le fabricant devra, si le pourcentage de gras dépasse 4.0 pour cent, payer la prime ci-dessus jusqu'à concurrence de 4.5 pour cent et quant au surplus, il peut prendre un arrangement spécial avec son fournisseur.

La présente ordonnance annule l'ordonnance 48-Sp-V, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 31 janvier 1948, et entre en vigueur le 1er novembre 1948.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,
OMER MILOT,
JOS. HÉBERT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

23306-o

c) The words "condensed milk" mean milk from which a considerable portion of water has been evaporated and to which sugar has been added and containing, all tolerances being allowed for, not less than 28 per cent of milk solids and not less than 8 per cent of milk fats;

d) The words "evaporated milk" mean milk from which a considerable portion of water has been evaporated and containing, all tolerance being allowed for, not less than 25.5 per cent of milk solids and not less than 7.8 per cent of milk fats;

e) The words "whole milk powder" mean the soluble powder product made by the spray process or the roller process from whole milk, containing not less than 95 per cent of milk solids and not less than 26 per cent of milk fats.

3. Any manufacturer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.5 per cent butterfat basis which he receives from them, a minimum price of \$3.25 F.O.B. business place of said manufacturer, a) plus an increase of at last five cents per 100 pounds of milk for each tenth of 1 per cent over 3.5 per cent; of b) less, for any milk below 3.5 per cent, a decrease at a rate equal to the rate of the increase when milk contains over 3.5 per cent. If the milk contains more than 4.0 per cent butterfat, the manufacturer must pay the five cents premium mentioned above to the extent of 4.5 per cent and may make a special arrangement with his supplier for the surplus.

The present Order cancels Order No. 48-SP-V, published in the *Quebec Official Gazette* dated January, 31, 1948 and come into force on November, 1st 1948.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MESSRS. DR ÉMILE NADEAU, President,
OMER MILOT,
JOS. HÉBERT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

23306-o

Département de l'Instruction publique

N° 635-48.

Québec, le 18 octobre, 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 octobre, 1948, d'annexer pour les protestants seulement, la municipalité scolaire du Village de Compton, dans le comté de Compton, à celle du Canton de Compton, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
23287-o J. P. LABARRE.

Department of Education

No. 635-48

Quebec, October 18, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated October 13, 1948, to annex, for Protestants only, the school municipality of the Village of Compton, in the county of Compton, to that of the Township of Compton, same county.

This order in council to take effect on the first of July, 1949.

23287 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and

amendments), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 968 du 3 juin 1948, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle:

Le salaire des peintres de la zone I sera porté à \$1.10.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 octobre 1948. 23293-o

amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 968 of June 3, 1948, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle:

The wage rate for painters of zone I will be increased to \$1.10.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 23, 1948. 23293-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi, établi en exécution du décret numéro 2686, du 9 octobre 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1353 du 13 octobre 1948, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 18 octobre 1948 au 18 octobre 1949 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme égale à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes et pourcentages qu'ils versent à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les artisans assujettis au décret doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum établi dans ledit décret pour les compagnons, soit \$15.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de chaque semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport et le transmettre au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire, et les faire parvenir lui-même au Comité.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County, formed under decree number 2686 of October 9, 1941, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1353, of October 13, 1948, part "B", in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from October 18, 1948, to October 18, 1949; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the list of the regular wages and of the percentages given to their employees subject to the decree.

b) The artisans subject to the decree shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the minimum wages established in the said decree for the journeymen, namely \$15.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages and percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of the assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall make his reports and send them to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every employee, the sums owed to the Parity Committee and forward such sums, himself, to the Committee.

The report of every professional employee shall be signed before it is sent to the Parity Committee.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi pour la période se terminant le 18 octobre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DU COMTÉ DE MISSISQUIOI

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 octobre 1948 et le 18 octobre 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisation des employeurs professionnels.....	\$14.50
Cotisation des salariés.....	\$14.50
Cotisation des artisans.....	\$43.72
	\$72.72
<i>Dépenses:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$24.00
Vérificateur.....	\$24.00
Frais de déplacement.....	\$16.00
Frais légaux.....	\$ 5.00
Papeterie, timbres, etc.....	\$ 3.72
	\$72.72

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 octobre 1948. 23311-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 3825, du 12 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1353, du 13 octobre, 1948, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 21 octobre 1948 au 21 octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à 1/5 de 1% des salaires fixes, boni et pourcentage payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is required.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County for the period ending October 18, 1949.

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF MISSISQUIOI COUNTY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 18, 1948, and October 18, 1949.

<i>Receipts:</i>	
Professional employers' assessments.....	\$14.50
Employees' assessments.....	\$14.50
Artisans' assessments.....	\$43.72
	\$72.72
<i>Expenses:</i>	
Salary of the secretary.....	\$24.00
Auditor.....	\$24.00
Travelling expenses.....	\$16.00
Legal charges.....	\$ 5.00
Stamps, stationery, etc.....	\$ 3.72
	\$72.72

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 23, 1948. 23311-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Sherbrooke Hospitals Parity Committee, established under Decree number 3825 of October 12, 1944 has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1353, of October 13, 1948, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from October 21, 1948 to October 21, 1949; such levy shall apply as mentioned hereinafter:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the fixed wages, bonuses and percentages paid to their employees subject to the said decree

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent

1/5 de 1% du salaire établi dans le décret pour le commis le moins rémunéré, soit \$12.00 par semaine.

c) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles ceux-ci doivent indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même au Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire des Hôpitaux de Sherbrooke, pour la période comprise entre le 21 octobre 1948 et le 21 octobre 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DES HOPITAUX DE SHERBROOKE
29, rue Gordon

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 21 octobre 1948 et le 21 octobre 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/5 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 805.50
Salariés.....	805.50
	\$1,611.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires, secrétaire-trésorier.....	\$ 260.00
Salaires de l'inspecteur.....	780.00
Frais de déplacement.....	115.00
Loyer du bureau.....	300.00
Papeterie.....	10.00
Téléphone, timbres, etc.....	10.00
Taxes d'affaires.....	6.00
Vérification.....	80.00
Frais légaux.....	50.00
	\$1,611.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 octobre 1948. 23313-0

to 1/5 of 1% of the wages established in the decree for the lowest paid clerk namely \$12.00 per week.

c) All the employees regulated by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their fixed wages, bonuses and percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms upon which they shall inscribe the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and forward them himself to the Committee.

The professional employers' report must be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the tenth day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Sherbrooke Hospitals Parity Committee for the period comprised between October 21, 1948, and October 21, 1949, is annexed thereto.

THE SHERBROOKE HOSPITAL PARITY COMMITTEE
29, Gordon street

Estimated receipts and disbursements for the period extending from October 21, 1948, to October 21, 1949.

<i>Receipts:</i>	
Levies (1/5 of 1%):	
Professional employers.....	\$ 805.50
Employees.....	805.50
	\$1,611.00
<i>Expenses:</i>	
Secretary-treasurer's salary.....	260.00
Inspector's salary.....	780.00
Travelling expenses.....	115.00
Office rent.....	300.00
Stationery.....	10.00
Telephone, stamps, etc.....	10.00
Business tax.....	6.00
Auditing.....	80.00
Legal fees.....	50.00
	\$1,611.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 23, 1948. 23313-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint du Commerce d'Horlogerie et de Bijouterie des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 163 du 12 février 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1353 du 13 octobre 1948, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1948 au 31 octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 163 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 163 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$42.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 163 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint du Commerce d'Horlogerie et de Bijouterie des Cantons de l'Est, pour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Horology and Jewellery Trades Joint Committee of the Eastern Townships, formed under decree number 163 of February 12, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1353 of October 13, 1948, part "E", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. Levy

The period of levy extends from November 1, 1948, to October 31, 1949; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 163, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 163, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e., \$42.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 163, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, notice is given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Horology and Jewellery Trades Joint Committee of the Eastern Town-

la période comprise entre le 1er novembre 1948 et le 31 octobre 1949.

ships for the period comprised between November 1, 1948, and October 31, 1949.

LE COMITÉ CONJOINT DU COMMERCE D'HORLOGERIE ET DE BIJOUTERIE DES CANTONS DE L'EST

HOROCLOGY AND JEWELLERY TRADES JOINT COMMITTEE OF THE EASTERN TOWNSHIPS

(Siège social) Victoriaville

(Corporate seat) Victoriaville

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1948 et le 31 octobre 1949.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between November 1, 1948 and October 31, 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 450.00
Artisans	375.00
Salariés	325.00
Honoraires d'examen	25.00
Recettes diverses	25.00
	\$1,200.00
<i>Déboursés:</i>	
Frais de déplacement	\$ 800.00
Administration	50.00
Frais légaux	250.00
Vérification des livres	25.00
Frais de cautionnement	5.00
Dépenses diverses	70.00
	\$1,200.00

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%)	
Professional employers	\$ 450.00
Artisans	375.00
Employees	325.00
Examination fees	25.00
Various receipts	25.00
	\$1,200.00
<i>Disbursements:</i>	
Travelling expenses	\$ 800.00
Administration	50.00
Legal fees	250.00
Audition	25.00
Fidelity bond	5.00
Various expenses	70.00
	\$1,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 octobre 1948. 23310-0

Department of Labour,
Quebec, October 23, 1948. 23310-0

AVIS DE PRÈLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Roberval, établi en exécution du décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1353 du 13 octobre 1948, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval counties, formed under decree No. 2684 of October 9, 1941, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1353, of October 13, 1948, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 11 octobre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to October 11, 1949; it is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs listes de paye comprenant salaires et boni.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their pay-roll, including wages and bonuses.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération, soit en salaire ou en boni.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration, wages or bonus.

c) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la moyenne de salaire du salarié qualifié, soit \$40.00 par semaine.

c) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the average wages fixed for skilled employees, namely \$40.00 per week.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire peut mettre à la

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee will supply

disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à chaque paye, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit Comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 6 de chaque mois, pour le mois précédent.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, lac Saint-Jean et Roberval, pour la période comprise entre le 11 octobre 1948 et le 11 octobre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES COMTÉS DE CHICOUTIMI, LAC SAINT-JEAN ET ROBERVAL

État des revenus et des dépenses probables pour la période comprise entre le 11 octobre 1948 et le 11 octobre 1949.

<i>Revenus probables:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 325.00
Salariés	325.00
Artisans	600.00
Honoraires d'exams	100.00
	\$1,350.00

<i>Dépenses probables:</i>	
Frais de perception	\$ 600.00
Salaire du secrétaire-trésorier	264.00
Timbres et papeterie	50.00
Jetons de présence	341.00
Vérification	60.00
Loyer de la salle	30.00
Assurance-garantie	5.00
	\$1,350.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 octobre 1948. 23312-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940,

the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the time of payment of the wages, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and remit same to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 6th day of each month for the preceding month.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval counties, for the period between October 11, 1948 and October 11, 1949.

PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF CHICOUTIMI, LAKE ST. JOHN AND ROBERVAL COUNTIES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 11, 1948, and October 11, 1949.

<i>Probable revenues:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 325.00
Employees	325.00
Artisans	600.00
Examination fees	100.00
	\$1,350.00

<i>Probable expenses:</i>	
Collection	\$ 600.00
Secretary-treasurer's salary	264.00
Stamps and stationery	50.00
Attendance fees	341.00
Audition	60.00
Rent of room	30.00
Fidelity bond	5.00
	\$1,350.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 23, 1948. 23312-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee for the Dress Industry of the Province of Quebec, established under decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments

et amendements, a été autorisée par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1353 du 13 octobre 1948, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1948 au 31 juillet 1949, et s'exerce de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires et des autres rémunérations payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire et autres rémunérations

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assertion dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations dues, doit être adressé au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés prévus de la Commission conjointe de l'industrie de la Robe de la Province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1948 et le 31 juillet 1949.

Recettes et dépenses probables de la Commission conjointe pour l'Industrie de la Robe de la Province de Québec pour la période comprise entre le 1er août 1948 et le 31 juillet 1949.

Revenus probables:

Basé sur 9,000 salariés au salaire moyen de \$22.00 par semaine, pour 38 semaines, approximativement \$7,800,000.00, comme suit:

Cotisations des salariés, 1/2 de 1% . . .	\$39,000.00
Cotisations des employeurs professionnels, 1/2 de 1%	39,000.00

has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1353 of October 13, 1948, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from October 1st, 1948 to July 31st, 1949. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent (1/2 of 1%) of the wages and other remuneration paid to their employees.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one per cent (1/2 of 1%) of their wages and other remuneration.

2. *Mode of perception*

In order to facilitate the collection of such assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money received during the current week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that these reports be completed and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each of the employees, the sums payable to the Parity Committee.

The report of each professional employer shall be duly signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact a sworn report when it shall deem such an action to be advisable.

The report together with all assessments due, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the month for which said report is requirable.

3. *Financial report*

According to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec for the period between August 1st, 1948 and July 31st 1949.

Budget or estimate of receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, for the period comprised between August 1st, 1948 to July 31st 1949.

Estimated income:

Based on 9,000 employees, each earning an average of \$22.00 per week for 38 weeks, approximately \$7,800,000.00, as follows:

Employees assessment (1/2 of 1%) . . .	\$39,000.00
Professional employers Assessment (1/2 of 1%)	39,000.00

Revenu provenant de placements.	1,200.00	Income from Investments.	1,200.00
	<u>\$79,200.00</u>		<u>\$79,200.00</u>
<i>Dépenses probables:</i>		<i>Estimated expenses: Salaries:</i>	
<i>Salaires:</i>		<i>Salaries:</i>	
Administration	\$16,740.00	Administration.	\$16,740.00
Inspecteurs.	22,260.00	Inspectors.	22,260.00
Bureau.	19,800.00	Office.	19,800.00
	<u>\$58,800.00</u>		<u>\$58,800.00</u>
<i>Déboursés en général:</i>		<i>Overhead:</i>	
Loyer, taxes, assurance.	\$ 5,000.00	Rent, taxes, insurance.	\$ 5,000.00
Papeterie, impressions et frais de poste.	2,800.00	Stationery, printing and postage.	2,800.00
Frais légaux et de vérification	2,600.00	Legal and auditing.	2,600.00
Téléphone et électricité.	700.00	Telephone and lighting.	700.00
Frais de déplacements des inspecteurs.	3,500.00	Inspectors travel expenses.	3,500.00
Assurance chômage.	250.00	Representatives expenses.	250.00
Dépenses des délégués.	250.00	Unemployment Insurance.	250.00
Dépenses générales.	5,000.00	General expenses.	5,000.00
Dépréciation: ameublement et agen- cement	300.00	Depreciation — Furniture and fix- tures.	300.00
	<u>\$20,400.00</u>		<u>\$20,400.00</u>
	<u>\$79,200.00</u>		<u>\$79,200.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 23 octobre 1949. 23314-o

GERARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, October 23, 1949. 23314-o

Greffes de Notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Roger Goulet, notaire demeurant et exerçant à Beloeil, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me A. M. Cormier et de Me J. P. M. Bédard, notaires décédés.

Montréal, 23 octobre 1948.
Le Secrétaire-trésorier,
de la Chambre des Notaires
ARTHUR COURTOIS.
23307-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Roger Goulet, Notary residing and practising at Beloeil, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me A. M. Cormier and of Me J. P. M. Bédard, deceased Notaries.

Montreal, October 23, 1948.
ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the
Board of Notaries.
23307-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Jean-Paul Pérusse, notaire demeurant et exerçant à St-Pascal, district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me L. A. St-Pierre et de Me A. G. Ouellet, notaires décédés.

Montréal, 23 octobre 1948.
Le Secrétaire-trésorier
de la Chambre des Notaires
ARTHUR COURTOIS.
23308-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Jean-Paul Pérusse, Notary residing and practising at St-Pascal, Judicial District of Kamouraska, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me L. A. St-Pierre and of Me A. G. Ouellet, deceased Notaries.

Montreal, October 23, 1948.
ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the
Board of Notaries.
23308-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me L. P. Turgeon, notaire demeurant et exerçant à Beauceville, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me F. G. Fortier, notaire décédé.

Montréal, 23 octobre 1948.
Le Secrétaire-trésorier
de la Chambre des Notaires.
ARTHUR COURTOIS.
23309-o

Notice is hereby given pursuant, to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me L. P. Turgeon, Notary residing and practising at Beauceville, Judicial District of Beauce, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me F. G. Fortier, deceased Notary.

Montreal, October 23, 1948.
ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the
Board of Notaries.
23309-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de novembre 1948 — Examinations of November, 1948

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1—Arcoragi	Santo, D.	27	Montréal	Sir George Williams.
2—Beauchemin	Rolland	21	Montréal	Sém. de Philosophie (Mtl).
3—Bennett	Harold	19	Verdun	Collège Loyola.
4—Bissonnette	Albert, L.	30	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
5—Barbeau	Alphonse	22	St-Constant, P.Q.	Sém. de Philosophie (Mtl).
6—Bourbonnière	Charles-Edouard	22	Montréal	Collège Brébeuf.
7—Brière	Marc	19	Montréal	Collège Stanislas.
8—Brûlé	Jean	20	Montréal	Collège André-Grasset.
9—Bruneau	Jean	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
10—Dionne	Jacques	18	Outremont	Collège Stanislas.
11—Franklin	Martin, H.	21	Montréal	Université McGill.
12—Gagnon	Guy	19	Ville St-Laurent	Collège St-Laurent.
13—Gomberg	Albert	24	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
14—Guyon	Jean-Louis	22	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
15—Hackett	Michael W.	23	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
16—Hamel	Robert	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
17—Laberge	Réjane	24	Montréal	Collège Marguerite-Bourgeoys.
18—Lachapelle	Raymond	25	Montréal	Collège André-Grasset.
19—LeBeau	Pierre	20	Montréal	Collège Brébeuf.
20—Mackay	Kenneth C.	27	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
21—Martial	Jean-A.	23	Montréal	Bishop's University.
22—Pouliot	Georges-Aimé	25	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
23—Provost	Jean	20	Montréal	Collège Stanislas.
24—Raider	Alex	21	Montréal	Université McGill.
25—Reeves	Paul	20	Ville St-Laurent	Collège St-Laurent.
26—Riopel	Jean-Guy	20	Montréal	Collège St-Laurent.
27—Roy	Albert	22	Montréal	Collège Ste-Marie.
28—Ryan	Gérald	25	Verdun	(10 Geo. VI, ch. 45).
29—St-Louis	Jean-Paul	24	Montréal	Collège Ste-Marie.
30—Saylor	Earl J.	26	Caughnawaga, P.Q.	Collège Loyola.
31—Sinclair	Allan Colville	22	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
32—Soden	James Arthur	25	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
33—Stalker	Ian Caldwell	21	Westmount	Université McGill.
34—Sylvestre	Yves	22	Montréal	Collège André-Graet.
35—Tourangeau	Gérard	23	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
36—Trudeau	Paul-A.	20	Ville Mt-Royal	Collège Bourget (Rigaud).
37—Trudel	Louis-Claude	21	Montréal	Collège André-Grasset.
38—Turcotte	Albert	28	Montréal	Université d'Ottawa.
39—Walsh	Vincent Owen	36	Montréal	Collège Loyola.
40—Williams	Ewart	24	Montréal	Collège Loyola.
41—Bisaillon	Ivan	22	Montréal	Collège André-Grasset.
42—Bernfeld	Edward Henry	22	Montréal	Université McGill.

Montréal, le 19 octobre 1948 — Montreal, October 19, 1948.

Le Secrétaire,
YVON JASMIN,
Secretary.

23317-43-2-o

Liquidations, avis de

Avis est donné que, lors d'une assemblée des membres du "Syndicat Forestier de Laferté", société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, dont le siège social est situé à Laferté, comté d'Abitibi-Ouest, tenue le 14 août 1948, une résolution a été adoptée à l'effet que ladite société soit liquidée volontairement et dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que Monsieur J.-L. Marcotte en a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le quinze octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23282-o JEAN BRUCHÉSI.

Windings up Notices

Notice is given that, at a meeting of the members of the "Syndicat Forestier de Laferté", a society governed by the Quebec Professional Syndicates Act, the head office whereof is situate at Laferté, county of Abitibi-West, held on August 14, 1948, a resolution was adopted stating that the said society be voluntarily liquidated and dissolved, in conformity with the provisions of the Winding-up Act, and that Mr. J.L. Marcotte was appointed liquidator thereof.

Given at the office of the Provincial Secretary, October fifteenth, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23282 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, lors d'une assemblée spéciale des membres de "La Victoire", coopérative de Consommation, tenue au siège social de ladite société, à Petite Vallée, Gaspé-Nord, le

Notice is given that at a special meeting of the members of "La Victoire", a food cooperative, held at the head office of the said society, at Petite Vallée, Gaspé-North, on the 21st day

21^{ème} jour d'août 1948, il a été résolu que la dite société soit liquidée volontairement et dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que Monsieur Bertrand Tremblay en a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 4 octobre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23286-o JEAN BRUCHÉSI

of August, 1948, it was resolved that the said society be voluntarily wound-up and dissolved, pursuant to the provisions of the Winding-Up Act, and that Mr. Bertrand Tremblay has been appointed its liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 4, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23286 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 22 septembre 1948.

M.M. Henri Bernatchez, de Québec, A. J. O'Meara, Henry Weir Davis et Charles-J. Gélinas, de Montréal, tous membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 22 septembre 1948.

M. D.-L. Préville, de Matane, registraire conjoint avec M. Léon Tremblay, de la division d'enregistrement de Matane: commissaire *per delimus potestatem*.

Québec, 29 septembre 1948.

M. Lionel Marquis, instituteur à Québec, 201³/₄ rue Maufils, Québec: inspecteur d'écoles pour le district rural numéro 58.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, September 22, 1948.

Messrs. Henri Bernatchez, of Québec, A. J. O'Meara, Henry Weir Davis and Charles J. Gélinas, of Montreal, all members of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, September 22, 1948.

Mr. D. L. Préville, of Matane, joint registrar with Mr. Léon Tremblay of the Registration Division of Matane: to be commissioner *per delimus potestatem*.

Québec, September 29, 1948.

Mr. Lionel Marquis, teacher at Québec, 201³/₄ Maufils street, Québec: to be inspector of schools for the rural district No. 58.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppléant, P. FRENETTE, ATTENDU, que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément à l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320), deux plans:

1. d'une partie du canton de Hébert, comprenant les rangs A, B et leurs subdivisions respectives, les rangs C, D, E, et le Bloc A, division d'enregistrement de Chicoutimi;

2. d'une partie du canton de Durocher, comprenant les rangs I, II, III et leurs subdivisions respectives et les Iles Nos 1, 2, 3, 4, division d'enregistrement de Chicoutimi;

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, Assistant Deputy Attorney General, WHEREAS the Minister of Lands and Forests of Our Province of Québec, has caused to be prepared under his direction, in conformity with section 2 of the Cadastre Act (Revised Statutes 1941, chapter 320), two plans:

1. of a part of the Township Hébert, comprising ranges A, B and their respective subdivisions, ranges C, D, E and Block A, Registration division of Chicoutimi;

2. of a part of the Township Durocher, comprising ranges I, II, III and their respective subdivisions and the Islands Nos. 1, 2, 3, 4, Registration division of Chicoutimi;

ATTENDU que deux livres de renvoi officiels relatifs à ces deux plans ont aussi été préparés conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces deux plans et ces deux livres de renvoi officiels font maintenant partie des archives du bureau du département des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plans et livres de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi, à Chicoutimi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1948, portant le numéro 1201.

Nous donnons avis du dépôt des plans et livres de renvoi officiels au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi, à Chicoutimi, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à :

1. une partie du canton de Hébert, comprenant les rangs A, B, et leurs subdivisions respectives, les rangs C, D, E et le Bloc A, division d'enregistrement de Chicoutimi;

2. une partie du canton de Durocher, comprenant les rangs I, II, III et leurs subdivisions respectives et les Iles Nos 1, 2, 3, 4, division d'enregistrement de Chicoutimi;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, cet enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites par l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce trentième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

WHEREAS two official books of reference respecting the said two plans have also been prepared in conformity with Article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec;

WHEREAS the said two plans and two official books of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests;

WHEREAS, in conformity with the provisions of Articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said plans and official books of reference have been filed in the office of the Registration Division of Chicoutimi, at Chicoutimi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated September 22, 1948, bearing No. 1201.

We give notice of the filing of the said plans and official books of reference in the office of the Registration Division of Chicoutimi, at Chicoutimi, and

We fix to the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Québec, shall come into force respecting:

1. a part of the Township Hébert, comprising ranges A, B, and their respective subdivisions, ranges C, D, E and Block A, Registration Division of Chicoutimi;

2. a part of the Township Durocher, comprising ranges I, II, III and their respective subdivisions and the Islands 1, 2, 3, 4, Registration Division of Chicoutimi;

We invite all interested parties on pain of forfeiture of the priority provided by the Civil Code of Our Province of Québec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Québec, and to renew within two years following the date hereinabove fixed, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR LOVING subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirtieth day of September, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

23298-o

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

23298

Canada,
Province of
Québec
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la Foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général suppléant, P. FRENETTE, ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément à l'article 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus, 1941, chapitre 320), un plan du canton de Lynch, dans la division d'enregistrement de Labelle;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels font maintenant partie des archives du bureau du département des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Labelle;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 22 septembre 1948, portant le numéro 1200,

Nous donnons avis du dépôt des plan et livre de renvoi officiels au bureau de la division d'enregistrement de Labelle, à Mont-Laurier; et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Lynch, dans la division d'enregistrement de Labelle;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, cet enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites par l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce premier jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

23299-o

To all to whom these present shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, Assistant Deputy Attorney General, WHEREAS the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared under his direction, in conformity with section 2 of the Cadastre Act (Revised Statutes 1941, chapter 320), a plan of the township of Lynch, in the Registration Division of Labelle;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests;

WHEREAS, in conformity with the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of said plan official and book of reference have been filed in the office of the Registration Division of Labelle;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date September 22, 1948, bearing number 1200,

We give notice of the filing of the official plan and book of reference in the office of the Registration Division of Labelle, Mont-Laurier, and

We fix to the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette* the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec, shall come into force respecting the township of Lynch, in the Registration Division of Labelle;

We invite all interested parties on pain of forfeiture of the priority provided by the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, and to renew within two years following the date hereinabove fixed, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR LOVING subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this first day of October, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

23299

Sièges sociaux

Head offices

Avis est donné que la compagnie "Quebec Iron & Titanium Corporation", autorisée à faire affaires dans la province de Québec par permis en date du 7 septembre 1948 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau antérieurement en la chambre 1007, 465 rue St-Jean, l'a transporté à 1522 rue Sherbrooke ouest.

Notice is hereby given that the company "Quebec Iron & Titanium Corporation", authorized to carry on business in the Province of Quebec by license dated September 7th, 1948, and having its head office in Montreal, where its office was heretofore situated at Room 1007, 465 St. John Street, has moved it to 1522 Sherbrooke Street West.

Donné à Montréal, ce 16ième jour d'octobre 1948.

Dated at Montreal, this 16th day of October, 1948.

L'Agent principal de la compagnie,
23285-o W. H. LAIDLEY.

Chief agent of the Company.
23285-o W. H. LAIDLEY.

IDEAL BODY LIMITED

IDEAL BODY LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Ideal Body Limited", a établi son bureau chef à 275 2ème avenue, Québec.

Notice is hereby given that "Ideal Body Limited" has established its head office at 275 2nd Avenue, Quebec.

Québec, ce 27ème jour de septembre 1948.
Le Secrétaire,
23289-o L.-P. LAROCHELLE.

Quebec, this 27th day of September, 1948.
Secretary.
23289 L.-P. LAROCHELLE.

Soumissions

Tenders

LA CITÉ DE QUÉBEC

CITY OF QUEBEC

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Le trésorier de la cité recevra d'hui au 2 novembre 1948 à 12.00 heures A.M. des soumissions pour l'achat d'obligations de la Cité de Québec, pour un montant global de \$1,699,900.00 datées du 1er octobre 1948, remboursables par séries pendant une période de vingt ans, et suivant les Règlements nos: 710, 711, 712, et 713 de ladite Cité.

The City Treasurer will receive up to 12 A.M. November 2nd 1948, sealed tenders for the purchase of an issue of bonds amounting to \$1,699,900.00, dated October 1st 1948, redeemable by serial within a period of twenty years, as per by-laws nos. 710, 711, 712 and 713 of the City.

Pour plus amples renseignements et formules de soumission, d'adresser au soussigné.

For further information and tender forms, please communicate with the undersigned.

Daté à Québec, ce 19ième jour d'octobre 1948.
Le trésorier de la Cité,
23300-o C.-R. FONTAINE, C.A.

Dated Quebec, October 19th 1948.
C.-R. FONTAINE, C.A.,
City Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

**VILLE DE RICHMOND
(COMTÉ DE RICHMOND)**

**TOWN OF RICHMOND
(COUNTY OF RICHMOND)**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le deuxième jour du mois de novembre 1948, pour l'achat de \$17,000.00 d'obligations de la ville de Richmond, comté de Richmond, datées du deuxième jour du mois de juillet 1948 et remboursables en séries du deuxième jour du mois de juillet 1949 au deuxième jour du mois de juillet 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon of the second day of the month of November, 1948, for the purchase of \$17,000.00 of bonds of the Town of Richmond, County of Richmond, dated the 2nd day of July, 1948 and redeemable serially from the 2nd of July, 1949, to the 2nd day of July, 1968, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually on the 2nd of January and on the 2nd of July of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

Tableau d'amortissement, 20 ans — \$17,000.00

Table of Redemption, 20 years — \$17,000.00

Année	Capital
2 juillet 1949	500.00
2 juillet 1950	500.00
2 juillet 1951	500.00
2 juillet 1952	600.00
2 juillet 1953	600.00

Year	Capital
July 2, 1949	\$ 500.00
July 2, 1950	500.00
July 2, 1951	500.00
July 2, 1952	600.00
July 2, 1953	600.00

2 juillet 1954.....	600.00	July 2, 1954.....	600.00
2 juillet 1955.....	700.00	July 2, 1955.....	700.00
2 juillet 1956.....	700.00	July 2, 1956.....	700.00
2 juillet 1957.....	700.00	July 2, 1957.....	700.00
2 juillet 1958.....	800.00	July 2, 1958.....	800.00
2 juillet 1959.....	800.00	July 2, 1959.....	800.00
2 juillet 1960.....	800.00	July 2, 1960.....	800.00
2 juillet 1961.....	800.00	July 2, 1961.....	800.00
2 juillet 1962.....	800.00	July 2, 1962.....	800.00
2 juillet 1963.....	1,000.00	July 2, 1963.....	1,000.00
2 juillet 1964.....	1,000.00	July 2, 1964.....	1,000.00
2 juillet 1965.....	1,100.00	July 2, 1965.....	1,100.00
2 juillet 1966.....	1,200.00	July 2, 1966.....	1,200.00
2 juillet 1967.....	1,500.00	July 2, 1967.....	1,500.00
2 juillet 1968.....	1,800.00	July 2, 1968.....	1,800.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec et à Richmond.

Ces obligations pourront, en vertu du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue mardi le deuxième jour du mois de novembre, 1948, à huit heures du soir, à l'hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Richmond, ce sixième jour du mois d'octobre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
23247-42-2-o G. MARVEAU ALEXANDER.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA MALBAIE
(COMTÉ DE CHARLEVOIX)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, mardi le 2 novembre 1948, pour l'achat de \$39,000.00 d'obligations de la corporation municipale du village de La Malbaie, datées du 1er novembre 1948 et remboursables en séries du 1er novembre 1949 au 1er novembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement— 39,000.00—20 ans

Année	Capital
1er novembre 1949.....	\$1,500.00
1er novembre 1950.....	1,500.00
1er novembre 1951.....	1,500.00
1er novembre 1952.....	1,500.00
1er novembre 1953.....	1,500.00
1er novembre 1954.....	1,500.00
1er novembre 1955.....	1,500.00
1er novembre 1956.....	2,000.00
1er novembre 1957.....	2,000.00
1er novembre 1958.....	2,000.00
1er novembre 1959.....	2,000.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec and at Richmond.

Said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed shall be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council to be held on Tuesday, the second day of the month of November, 1948, at eight o'clock in the evening, in the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Richmond, this sixth day of the month of October, 1948.

G. MARVEAU ALEXANDER,
23247-42-2-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA MALBAIE
(COUNTY OF CHARLEVOIX)

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon Tuesday, the 2nd day of the month of November 1948, for the purchase of an issue of \$39,000 of bonds of the municipal corporation of the Village of La Malbaie, dated November 1st, 1948 and redeemable serially from November 1st, 1949 to November 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not to exceed 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of May and on the 1st of November of each year.

The rate of interest may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption— 39,000.00—20 years

Year	Capital
November 1st, 1949.....	\$1,500.00
November 1st, 1950.....	1,500.00
November 1st, 1951.....	1,500.00
November 1st, 1952.....	1,500.00
November 1st, 1953.....	1,500.00
November 1st, 1954.....	1,500.00
November 1st, 1955.....	1,500.00
November 1st, 1956.....	2,000.00
November 1st, 1957.....	2,000.00
November 1st, 1958.....	2,000.00
November 1st, 1959.....	2,000.00

1er novembre 1960.....	2,000.00
1er novembre 1961.....	2,000.00
1er novembre 1962.....	2,000.00
1er novembre 1963.....	2,000.00
1er novembre 1964.....	2,500.00
1er novembre 1965.....	2,500.00
1er novembre 1966.....	2,500.00
1er novembre 1967.....	2,500.00
1er novembre 1968.....	2,500.00

November 1st, 1960.....	2,000.00
November 1st, 1961.....	2,000.00
November 1st, 1962.....	2,000.00
November 1st, 1963.....	2,000.00
November 1st, 1964.....	2,500.00
November 1st, 1965.....	2,500.00
November 1st, 1966.....	2,500.00
November 1st, 1967.....	2,500.00
November 1st, 1968.....	2,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à La Malbaie, comté de Charlevoix.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, Quebec or La Malbaie, county of Charlevoix.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, redeemable by anticipation at par, at any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be called for payment shall be in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le deux novembre 1948, à huit heures de l'après-midi, en la salle de l'École Supérieure de La Malbaie.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 2nd of the month of November 1948, at 8 o'clock in the afternoon, at the hall of the Superior Academy of La Malbaie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Malbaie, comté de Charlevoix, ce quatorze octobre 1948.

La Malbaie, county of Charlevoix, this 14th day of October, 1948.

23261-42-2-o Le Secrétaire-trésorier,
J.-ADJUTOR PERRON.

23261-42-2-o J.-ADJUTOR PERRON,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec — District de Montréal

Province of Quebec — District of Montreal

VILLE DE DORVAL
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

TOWN OF DORVAL
(COUNTY JACQUES-CARTIER)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées, et endossées, sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné au bureau de l'Hôtel de Ville, 40 rue Martin, Dorval, jusqu'à 4 heures de l'après-midi le 3 novembre 1948, pour l'achat d'obligations au montant de \$13,000.00 remboursables en séries 20 ans, datées du premier mai 1948 et émises sous l'autorité du règlement d'emprunt N° 178 du conseil de la ville de Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for Bonds" shall be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, november 3rd, 1948, for the purchase of a bond issue of \$13,000.00 redeemable in twenty years series, dated from May 1st, 1948, and issued under authority of loan By-law No. 178 of the council of the town of Dorval in the county of Jacques Cartier.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tender, which rate shall not exceed however 3½% and the rate offered, may be the same for the total issue or may vary according to maturities.

L'intérêt sera payable semi-annuellement. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Interest will be payable semi-annually. These bonds will be payable as per the following schedule:

Le premier mai des années	Rachat annuel
1949.....	\$ 500.00
1950.....	500.00
1951.....	500.00
1952.....	500.00
1953.....	500.00
1954.....	600.00
1955.....	600.00
1956.....	600.00
1957.....	600.00
1958.....	600.00
1959.....	700.00

May the 1st of the years	Annual maturities
1949.....	\$ 500.00
1950.....	500.00
1951.....	500.00
1952.....	500.00
1953.....	500.00
1954.....	600.00
1955.....	600.00
1956.....	600.00
1957.....	600.00
1958.....	600.00
1959.....	700.00

1960	700.00	1960	700.00
1961	700.00	1961	700.00
1962	700.00	1962	700.00
1963	700.00	1963	700.00
1964	800.00	1964	800.00
1965	800.00	1965	800.00
1966	800.00	1966	800.00
1967	800.00	1967	800.00
1968	800.00	1968	800.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou à la succursale de ladite banque à Lachine.

Lesdites obligations seront émises en coupures de \$100.00 chacune, ou de multiples de telle somme datées du premier jour de mai 1948 payables au porteur en monnaie légale du Canada, en Canada seulement.

Lesdites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec 1941 être rachetées par anticipation en tout ou en partie au pair, à toutes échéances d'intérêt, cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié fait à l'ordre de la Ville de Dorval, pour un montant égal à 1% du montant de la présente émission, et devra spécifier si le prix offert, comprend ou non, les intérêts accrus, sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à la séance régulière du conseil qui se tiendra le trois novembre 1948 à 8.30 p.m. à la salle Municipale, 40 rue Martin, Dorval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter, ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Dorval, Qué., ce 13e jour d'octobre 1948.

(Sceau)
23260-42-2-0

Le Secrétaire,
J. HECTOR LALONDE.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure in Montreal or at the branch of the said bank in Lachine.

The said bonds shall be issued in denomination of \$100.00 each or of multiples of such amount dated from the first day of May 1948, payable to bearer, in legal currency of Canada in Canada only.

The said bonds shall in virtue of Chapter 212 of the revised Statutes of the Province of Quebec 1941, be bought before their respective dates of maturity at par in portion, or as a whole however, if such redemption is partial the bonds to be redeemed will be call for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender shall be accompanied with a certified cheque, issued to the order of the town of Dorval equal to 1% of the amount of the present loan, and shall specify, whether price offered, includes or not, the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration, at the regular council meeting, which will be held on the third day of November 1948, at 8.30 p.m. at Town Hall, 40 Martin St. Dorval.

Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Dated at Dorval, Que., this 13th day of October, 1948.

(Seal)
23260-42-2-0

J. HECTOR LALONDE,
Secretary.

Vente—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 9877. Cour Supérieure (Siégeant en matière de faillite).

Roland Lamontagne, de l'endroit appelé Ste-Anne des Monts, district de Gaspé, Failli, & Henri-A. Martin, Syndic.

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs tel que mentionné plus bas.

Un certain terrain sis et situé en la paroisse de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé-Nord, portant le N° treize (13) du cadastre officiel du Bloc A, canton Tourelle, borné au nord au fleuve St-Laurent, au sud, au chemin royal, à l'est, à Alphonse Sasseville et à l'ouest au numéro onze (11) avec toutes les bâtisses dessus construites et avec les circonstances et dépendances s'y rattachant.

Pour être vendu à la porte de l'Église de Ste-Anne des Monts le 25ième jour de NOVEMBRE 1948 à ONZE heures de l'avant-midi.

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le Shérif.

Le Syndic-Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau:
152A. de l'Évêché,
Rimouski, P.Q.

23291-43-2-0

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 9877. Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

Roland Lamontagne, of the place called Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, insolvent; & Henri A. Martin, Trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinbelow mentioned will be sold at the respective time and place mentioned below.

A certain lot of land lying and situate in the parish of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé-North, bearing number thirteen (13) of the official cadastre for Block A, township Tourelle, bounded on the north by the St. Lawrence river, on the south, by the King's Highway, on the east, by Alphonse Sasseville and on the west by number eleven (11), with all the buildings thereon erected and with the circumstances and dependencies attached thereto.

To be sold at the church door of Ste-Anne des Monts, on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1948, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

The said sale shall have the same effect as a Sheriff's sale.

HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office:
152A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q.

23291-43-2

Vente par licitation

Sale by Licitation

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Gaspé, Cour Supérieure, Percé. N° 2826.

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé, County of Gaspé, Superior Court, Percé. No. 2826.

LICITATION

LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Percé dans le District de Gaspé, le 21ième jour de juin 1948, dans une cause dans laquelle Ellen Palmer, épouse de Allan Donovan et ledit Allan Donovan, pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux de Haldimand Ouest, Comté de Gaspé, Jessie Palmer, épouse de Ralph Miller et ledit Ralph Miller pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux de Montréal, District de Montréal, tous en leur qualité d'héritier de feu Albert Palmer et de son épouse, Isabelle Eagle, en leur vivant de Sunny Bank, Comté et District de Gaspé, sont les demandeurs et John Palmer, de Wakeham, Henriella Galichan, de Sandy Beach, Sydney Gallichan, de Sandy Beach, Elvina Gallichan, épouse de William Langlais et ledit William Langlais pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux de Montréal, Alice Gallichan, épouse de Donald Miller et ledit Donald Miller pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux de Haldimand Est, Vaughan Gallichan, de Montréal, Jessie Gallichan, épouse de Philip Vardon et ledit Philip Vardon pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux de Montréal, Howard Gallichan, de Sandy Beach, Neil Gallichan, de Sandy Beach, Elmeda Gallichan, épouse de Don Fairwelling et ledit Don Fairwelling pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux de Sandy Beach, Alma Gallichan, de Moncton, N.B., Rosaline Palmer, épouse de Darrell Miller et ledit Darrell Miller pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux de Montréal, Isabelle Palmer, épouse de Bert Lawrence et ledit Bert Lawrence pour autoriser et assister sadite épouse, tous deux de Montréal, et Pauline Palmer, de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, à savoir:

Notice is hereby given that by and in virtue of a Judgment of the Superior Court for the District of Gaspé dated the 21st. day of June 1948, in a certain case in which Ellen Palmer, Wife of Allan Donovan and the said Allan Donovan to authorize and assist his said wife, both of Haldimand West., County of Gaspé, Jessie Palmer, wife of Ralph Miller and the said Ralph Miller to authorize and assist his said wife, both of Montreal, District of Montreal, all in their quality of heirs to the estate of the late James Albert Palmer and his wife, Isabelle Eagle, in their lifetime of Sunny Bank, County and District of Gaspé, are the Plaintiffs and John Palmer of Wakeham, Henriella Gallichan of Sandy Beach, Sydney Gallichan of Sandy Beach, Elvina Gallichan, Wife of William Langlais and the said William Langlais to authorize and assist his said wife, both of Montreal, Alice Gallichan, Wife of Donald Miller and the said Donald Miller to authorize and assist his said wife, both of Haldimand East, Vaughan Gallichan of Montreal, Jessie Gallichan, Wife of Philip Vardon and the said Philip Vardon to authorize and assist his said wife, both of Montreal, Howard Gallichan of Sandy Beach, Neil Gallichan of Sandy Beach, Elmeda Gallichan, wife of Don Fairwelling and the said Don Fairwelling to authorize and assist his said wife, both of Sandy Beach, Alma Gallichan of Moncton, N.B. Rosaline Palmer, Wife of Darrell Miller and the said Darrell Miller to authorize and assist his said wife, both of Montreal, Isabelle Palmer Wife of Bert Lawrence and the said Bert Lawrence to authorize and assist his said wife, both of Montreal, Pauline Palmer of Montreal, are the Defendants ordering the compulsory partition and licitation of a certain immoveable described as follows to wit:

Description

Description

Un certain lopin de terre sis et situé à Sunny Bank, Comté de Gaspé, Province de Québec, mieux connu et désigné aux Plan et Livre de Renvoi Officiels du Canton de York, comme partie du lot numéro (11) du rang de la Rivière York dans ledit Canton de York, étant borné au Nord par la ligne de division dudit Rang, au Sud par le chemin public, à l'Est par le résidu dudit lot et à l'Ouest par la propriété occupée par Robert Palmer.

A certain piece or parcel of land situate at Sunny Bank, County of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the Township of York as part of lot number eleven (11) in the York River Range of the said Township of York, bounded on the North by the Rear Range Division Line, on the South by the Main Highway, on the East by the residue of the said lot, and on the West by the property occupied by Robert Palmer.

L'immeuble plus-haut désigné et abjugué au plus offrant et dernier enchérisseur le 9ième jour de DÉCEMBRE 1948, à une séance de la Cour Supérieure ou au bureau du Protonotaire du Palais de Justice à Percé, dans le District de Gaspé, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par

The said immoveable property will be put up to auction and adjudged to the highest and last Bidder the NINTH day of DECEMBER 1948, at the sitting of the Superior Court or at the Prothonotary's Office at the Court House at Percé in the said District, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the Office of the Prothonotary of the said Court; and that all oppositions to annul or to secure charges or to withdraw to the said Licitation must be deposited at the Office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as stated for the sale and adjudication, and that all oppositions for payment must be deposited

les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forecloses du droit de le faire.

Percé, le 19 octobre 1948.
Les Procureurs des demandeurs,
23316-43-2-o PIDGEON & DUSSAULT.

within the six days after adjudication; And that in default by the interested parties to deposit said oppositions within the delays prescribed by these presents they will be foreclosed to do so.

23316-43-2-o PIDGEON & DUSSAULT,
Attorneys for the Plaintiffs.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST
COMTÉ D'HOCHELAGA

TOWN OF MONTREAL WEST
COUNTY OF HOCHELAGA

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, MARDI le NEUVIEME jour de NOVEMBRE, 1948, à DIX heures de l'avant-midi pour les taxes et l'intérêt, non acquittés mentionnés dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêt et frais ne soient payés avant cette date.

Public Notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the NINTH day of NOVEMBER, 1948, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred unless said taxes, interests and costs be sooner paid.

Nom Name	N° du Cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
Ferguson, A. W.....	138-719/722.....	\$ 56.24	\$ 4.19	\$ 60.43
Fuller, Miss B. M.....	140-656a. pt.	14.55	1.24	15.79
Fuller, Miss D.D.....	140-656a. pt.	14.55	1.24	15.79
Fuller, Miss D. D.....	140-653a.	16.27	1.24	17.51
Fuller, Miss E. S.....	140-680.	29.07	2.21	31.28
Fuller, Miss E. S.....	139-620/621.....	200.83	15.52	216.35
Hadden, W. L.....	138-653/655.....	42.85	3.21	46.06
McFarlane, P.....	138-732.....	19.76	1.50	21.26
Petite Cote, Co., Ltd.....	140-258.....	147.60	11.41	159.01

Donné à Montréal-Ouest, ce douzième jour d'octobre 1948.
Le Secrétaire-trésorier,
23258-42-2-o CHAS. I. FRASER.

Given at Montreal West, this twelfth day of October, 1948.
CHAS. I. FRASER,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHERIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Cour Supérieure

Superior Court

Canada, Province de Québec District de Montréal N° 211973
LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté le Roi, aux droits de la Province; versus OREMONTE MINES INC., corps politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, à savoir:

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 211973
THE ATTORNEY GENERAL of the Province of Quebec, representing His Majesty the King, in the right of the Province; versus OREMONTE MINES INC., a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, to wit:

Comme appartenant à la défenderesse les droits miniers sur les claims Nos A-50388, A-50389, A-51379, A-51380, A-51381, A-14864, A-14865, A-42983, A-42984, A-42985, A-42986, A-42987 tous dans le canton Dalquier, le tout avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, se-

As belonging to the defendant, the mining rights on Claims Nos. A-50388, A-50389, A-51379, A-51380, A-51381 A-14864, A-14865, A-42983, A-42984, A-42985, A-42986, A-42987, all in the township Dalquier, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies,

ront vendus en bloc au bureau d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, le LUNDI, 8 NOVEMBRE, 1948, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
FERDINAND GERVAIS.

Cabinet du Shérif,
Amos, 28 septembre 1948. 23168-40-2-0
[Première insertion, 2 octobre 1948]

GASPÉ

Cour de magistrat

District de Rimouski } LA COMPAGNIE DE
N° 16625 } BOIS RADISSON,
une corporation ayant son siège social au Cap de la Madeleine, district des Trois-Rivières, demanderesse, vs ARTHUR COLLIN de St-Bernard des Lacs, district de Gaspé, défendeur.

Avis est, par les présentes, donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, annoncée auparavant comme devant avoir lieu à dix heures du matin le 24 août 1948 à la porte de l'église paroissiale de St-Bernard des Lacs, aura lieu à ONZE heures du matin le TRENTE NOVEMBRE 1948, à la porte de l'église paroissiale de St-Bernard des Lacs.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

Bureau du shérif,
Percé, P.Q., 18 octobre 1948. 23302-43-2
[Première insertion, 23 octobre 1948]

Cour de magistrat

District de Rimouski } LA COMPAGNIE DE
N° 16646 } BOIS RADISSON,
une corporation ayant son siège social au Cap de la Madeleine, district des Trois-Rivières, demanderesse, vs NORMAND SYNETT, de St-Bernard des Lacs, district de Gaspé, défendeur.

Avis est, par les présentes, donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, annoncée auparavant comme devant avoir lieu à onze heures du matin le 24 août 1948 à la porte de l'église paroissiale de St-Bernard des Lacs, aura lieu à DEUX heures de l'après-midi le TRENTE NOVEMBRE 1948 à la porte de l'église paroissiale de St-Bernard des Lacs.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

Bureau du shérif,
Percé, P.Q., 18 octobre 1948. 23303-43-2
[Première insertion, 23 octobre 1948]

KAMOURASKA

Fi. Fa. de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

Canada, }
Province de Québec, } -B. LAVOIE, avocat
N° 14016 } de la cité de Rivière-
du-Loup, demandeur, vs
HENRI THIBAUT, de St-Athanase de Kamouraska, défendeur.

"Un terrain mesurant cent-cinq acres, borné au nord à Camille Hudon, au sud à Philippe Jean, à l'est à Conrad Landry et à l'ouest à Raoul Royer, tel terrain est connu sous le numéro 42, rang sept, Canton Chabot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Athanase de Kamouraska, JEUDI le

will be sold "en bloc" at the Registry Office of Abitibi, at Amos, on MONDAY, the EIGHTH of NOVEMBER, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

FERDINAND GERVAIS,

Sheriff's Office,
Amos, September 28, 1948. 23168-40-2
[First insertion, October 2, 1948]

GASPÉ

Magistrate's Court

District of Rimouski } LA COMPAGNIE DE
No. 16625 } BOIS RADISSON,
a corporation having its head office at Cap de la Madeleine District, of Trois-Rivières, plaintiff; vs ARTHUR COLLIN of St-Bernard des Lacs, District of Gaspé, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, formerly announced to take place at ten o'clock in the forenoon on the 24th of August, 1948, at the parochial church door of St-Bernard des Lacs, shall take place at ELEVEN o'clock in the forenoon on the THIRTIETH day of NOVEMBER 1948 at the parochial church door of St-Bernard des Lacs.

M. J. FURLONG,
Sheriff.

Sheriff's office,
Percé, P.Q., October 18th 1948. 23302-43-2-0
[First insertion, October 23, 1948]

Magistrate's Court

District of Rimouski } LA COMPAGNIE DE
No. 16646 } BOIS RADISSON,
a corporation having its head office at Cap de la Madeleine, district of Trois-Rivières, Plaintiff vs NORMAND SYNETT, of St-Bernard des Lacs, district of Gaspé, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, formerly announced to take place at eleven o'clock in the forenoon on the 24th of August, 1948, at the parochial church door of St-Bernard des Lacs, shall take place at TWO o'clock in the afternoon on the THIRTIETH day of NOVEMBER 1948 at the parochial church door of St-Bernard des Lacs.

M. J. FURLONG,
Sheriff.

Sheriff's office,
Percé, P.Q., October 18th 1948 23303-43-2-0
[First insertion, October 23, 1948]

KAMOURASKA

Fi. Fa. de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

Canada, }
Province of Québec, } -B. LAVOIE, advocate,
No. 14016 } of the city of Rivière-
du-Loup, plaintiff; vs
HENRI THIBAUT, of St-Athanase de Kamouraska, defendant.

"A lot of land measuring one hundred and five acres, bounded on the north by Camille Hudon, on the south by Philippe Jean, on the east by Conrad Landry and on the west by Raoul Royer, such lot of land being known under number 42, range seven, township Chabot—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Athanase de Kamouraska, on THURSDAY,

QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1948 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, HENRI MICHAUD.
Rivière-du-Loup, le 28 septembre 1948.
[Première insertion, 2 octobre 1948]

23149-40-2-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Sherbrooke,
District de St-François, } LA COMMISSION
Cour Supérieure, } DU PRET AGRICOLE
N° 1548. } COLE CANADIEN,
corporation existant en
vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de
cette loi, son siège social pour la Province de
Québec, en la Cité de Québec, requérante, vs
MÉDERIC INKEL, de Paquetteville, comté
de Compton, Intimé.

Saisis comme appartenant au dit intimé:

"Une terre au canton de Gore de Hereford, comté de Compton, composée des lots de cadastral numéros Dix-neuf (19) d'environ cent douze acres; Vingt (20) d'environ quatre-vingt-quatorze acres; et Vingt-et-un (21) d'environ cent deux acres, tous du rang "B" dudit canton, sauf et excepté de ce dernier lot cette lisière dans sa partie Est autrefois occupée comme passage du chemin de fer Main Central."

"Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de St-Venant-de-Hereford, MÉCREDI, le 3 NOVEMBRE 1948, à 11 hrs. a.m.

Le Shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, le 27 septembre 1948.

[Première insertion, le 2 octobre 1948]

23150-40-2-0

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 1390

Québec, le 21 octobre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, et amendements, relatif à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 18 septembre 1948;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

the FOURTH day of the month of NOVEMBER, 1948, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRI MICHAUD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, September 28, 1948.

[First insertion, October 2, 1948]

23149-40-2

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris

Sherbrooke,
District of St. François, } THE CANADIAN
Superior Court, } FARM LOAN
No. 1548. } BOARD, corporation
existing in virtue of a
federal law and having, in virtue of this law,
its head office for the province of Quebec, in the
City of Quebec, Petitioner, vs MEDERIC
INKEL, of Paquetteville, county of Compton.
Appellee.

Seized as belonging to the said Appellee:

"A farm in the township of Gore of Hereford, county of Compton, composed of cadastral lots numbers Nineteen (19) of about one hundred and twelve acres; Twenty (20), of about Ninety-four acres; and Twenty-one (21) of about one hundred and two acres, all of range "B" of said township, save and except from this last lot that parcel in its East part formerly used as right of way of the Main Central railway. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Venant-de-Hereford (Paquetteville), WEDNESDAY the 3rd of NOVEMBER 1948 at 11 o'clock in the forenoon.

J.-P.-C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 27th of September 1948.

[First insertion on October the 2nd 1948]

23150-40-2-0

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1390

Quebec, October 21, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the shoe industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 3003 of July 31, 1946, and amendments, relating to the shoe industry in the Province of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of September 18, 1948;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 3003, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article 8 du décret est radié et remplacé par le suivant:

"Art. 8. Salaire des salariés des départements du patronage, taillage, cuir à semelles, montage, fonçage, finition:

a) Salariés travaillant à l'heure:

	Zones		
	I	II	III
Classe 1 — Class 1	\$0.95	\$0.90	\$0.83
Apprenti — Apprentice:			
1ères, 1,200 heures — 1st, 1,200 hours	0.70	0.665	0.61
2ièmes, 1,200 heures — 2nd, 1,200 hours	0.80	0.76	0.70
Classe 2 — Class 2	0.80	0.76	0.70
Apprenti — Apprentice:			
1ères, 600 heures — 1st, 600 hours	0.55	0.52	0.48
2ièmes, 600 heures — 2nd, 600 hours	0.70	0.665	0.61
Classe 3 — Class 3	0.70	0.665	0.61
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.55	0.52	0.48
Classe 4 — Class 4	0.55	0.52	0.48
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.40	0.38	0.35
Classe 5 — Class 5	0.40	0.38	0.35
Classe 6 — Class 6	0.35	0.33	0.305

b) Salariés travaillant à la pièce:

Nonobstant les taux mentionnés plus haut, les salariés travaillant à la pièce doivent recevoir les taux minima suivants:

THAT the said decree, number 3003, be amended as follows:

1. Section 8 of the decree is deleted and the following substituted therefor:

"Section 8. Minimum Wages of employees in the pattern making, cutting, sole leather, lasting, making and finishing departments:

a) Employees paid by the hour:

	Zones		
	I	II	III
Classe 1 — Class 1	\$1.045	\$0.99	\$0.915
Apprenti: — Apprentice:			
1ères, 1,200 heures — 1st, 1,200 hours	0.77	0.73	0.67
2ièmes, 1,200 heures — 2nd, 1,200 hours	0.88	0.835	0.77
Classe 2 — Class 2	0.88	0.835	0.77
Apprenti: — Apprentice:			
1ères, 600 heures — 1st, 600 hours	0.605	0.57	0.53
2ièmes, 600 heures — 2nd, 600 hours	0.77	0.73	0.67
Classe 3 — Class 3	0.77	0.73	0.67
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.605	0.57	0.53
Classe 4 — Class 4	0.605	0.57	0.53
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.44	0.42	0.385
Classe 5 — Class 5	0.44	0.42	0.385
Classe 6 — Class 6	0.385	0.365	0.335"

b) Piece-work employees:

Notwithstanding the rates mentioned above, the employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

	Zones		
	I	II	III
Classe 1 — Class 1	\$1.045	\$0.99	\$0.915
Apprenti: — Apprentice:			
1ères, 1,200 heures — 1st, 1,200 hours	0.77	0.73	0.67
2ièmes, 1,200 heures — 2nd, 1,200 hours	0.88	0.835	0.77
Classe 2 — Class 2	0.88	0.835	0.77
Apprenti: — Apprentice:			
1ères, 600 heures — 1st, 600 hours	0.605	0.57	0.53
2ièmes, 600 heures — 2nd, 600 hours	0.77	0.73	0.67
Classe 3 — Class 3	0.77	0.73	0.67
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.605	0.57	0.53
Classe 4 — Class 4	0.605	0.57	0.53
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.44	0.42	0.385
Classe 5 — Class 5	0.44	0.42	0.385
Classe 6 — Class 6	0.385	0.365	0.335"

2° L'article 16 du décret est radié et remplacé par le suivant:

"Art. 16. Salaire des salariés du département de la couture:

a) Salariés travaillant à l'heure:

	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A	\$0.50	\$0.475	\$0.44
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.45	0.43	0.395
Classe B — Class B	0.45	0.43	0.395
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.35	0.33	0.305
Classe C — Class C	0.35	0.33	0.305

b) Salariés travaillant à la pièce:

Nonobstant les taux mentionnés plus haut, les salariés travaillant à la pièce doivent recevoir les taux minima suivants:

2. Section 16 of the decree is deleted and replaced by the following one:

"Section 16. Rates for employees of the sewing department:

a) Employees paid by the hour:

	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A	\$0.55	\$0.52	\$0.485
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.495	0.475	0.435
Classe B — Class B	0.495	0.475	0.435
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.385	0.365	0.335
Classe C — Class C	0.385	0.365	0.335"

b) Piece-work employees:

Notwithstanding the rates mentioned above, the employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

	Zones		
	I	II	III
Classe A — Class A	\$0.55	\$0.52	\$0.485
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.495	0.475	0.435
Classe B — Class B	0.495	0.475	0.435
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.385	0.365	0.335
Classe C — Class C	0.385	0.365	0.335"

3° Les taux mentionnés aux articles 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sont remplacés par les nouveaux taux prévus à l'article 8. Les taux mentionnés à l'article 17 sont remplacés par les taux prévus à l'article 16. Quant à l'opération numéro

3. The rates mentioned in sections 10, 11, 12, 13, 14 and 15 are replaced by the new rates mentioned in section 8. The rates mentioned in section 17 are replaced by those mentioned in section 16. As for the operation 600-A, "Stit-

600-A: "coudre au puritain l'empeigne et le contrefort extérieur", son taux est remplacé par le nouveau taux de la classe 1.

4° Vacances payées: Le paragraphe "h" suivant est ajouté à l'article 24:

"h) En plus de la semaine de vacances prévue aux paragraphes "a) à g)" ci-dessus, tout employeur doit accorder, aux mêmes conditions, chaque année, dans la période comprise entre Noël et le jour de l'Épiphanie, une deuxième semaine de vacances payées.

La rémunération de cette deuxième semaine de vacances doit être de 2% du salaire gagné par le salarié, dans la période du 1er janvier au 25 décembre précédant les vacances.

Pendant cette semaine, l'employeur peut faire travailler ses salariés; dans ce cas, il doit leur remettre, en plus de la paie régulière, le montant prévu à l'alinéa précédent."

5° Les modifications suivantes sont apportées à la description des classifications et opérations:

a) Au paragraphe "b" de l'article 10, la description des opérations est remplacée par la suivante:

"N° Classe

10-1 — Dessiner le patron;

11-1 — Sortir les morceaux du patron original;

12-1 — Grader le patron;

13-4 — Tracer, découper le patron;

14-5 — Limer, sabler, estamper les patrons;

15-3 — Border ou souder le patron;

16-6 — Aide au patronnier;

Note: Un marqueur est considéré un patron."

b) A l'article II,

100-1 — La description de cette opération est remplacée par la suivante:

"100-1 — Tailler le dessus

Tailler le dessus s'applique notamment aux item suivants: empeigne, bout rapporté, baguette, collet, courroie, couvert de talon, quartier, langue, petit quartier, appliqué, sous-appliqué, bande pour plateforme, semelle molle dans le même matériel que le dessus; tailler la fourrure, tailler les réparages, poinçonner."

101-1 — Le mot "lacets" est ajouté à la suite du mot "bandes".

104-3 — Cette opération est radiée.

107-4 — Cette opération est radiée et remplacée par la suivante:

"107-3 — Tailler la doublure en tout matériel.

Cette classe s'applique aux item suivants: empeigne, entre-doublure, sous-appliqué, langue, fausse, couvert de chaussure, quartier, talonnette, renforcement, bout-dur, revers, doublure de contrefort, baguette, anti-glissant, courroie ou bande soutien."

108-5 — La référence doit être faite à "107-3" au lieu de "107-4".

109-4 — Cette opération est radiée et remplacée par la suivante:

"109-3 — Découper ou vider les ouvertures au couteau, tailler les lacets, par le tailleur de doublures."

113-6 — Ajouter "3° Bourder le cuir".

c) A l'article 12

206-4 — La description de cette opération est remplacée par la suivante:

"206-4 — Tailler le bombout, le sous-bout, le demi-bout, le renforcé de cambrure, dans les retailles de cuir. Les retailles comprennent seulement les morceaux qui tombent des blocs des tailleurs."

251-1 — Le premier mot "Talon" est radié.

Les opérations suivantes sont ajoutées:

"259-3 — Superposer et découper les crampons en cuir."

ching vamp or outside counter on Puritain machine", its rate is replaced by the new rate of class 1.

4. Vacation with pay: The following paragraph "h" is added to section 24:

"h) In addition to the week's vacation provided for in paragraph "a) to "g)" above, every employer shall grant, each year, under the same conditions, in the period between Christmas Day and Epiphany (January the 6th), a second week of vacation with pay.

The wages paid for that second vacation week must be 2% of the wages earned by the employee in the period from January 1st to December 25th preceding the vacation week.

During that week, the employer may have his employees work; in that case, he shall have to give them, in addition to the regular pay, the amount provided in the preceding paragraph."

5. The following amendments are made to the description of classifications and operations:

a) In subsection "b" of section 10, the description of operations is replaced by the following:

No. Class

10-1 — Designing patterns

11-1 — Cutting out pieces from original pattern

12-1 — Grading patterns

13-4 — Tracing, cutting out patterns

14-5 — Filing, sanding, stamping patterns

15-3 — Binding or welding pattern

16-6 — Pattern-maker's helper

Note: A marker is considered as a npatr e. t

b) In section 11,

100-1 — The description of this operation is replaced by the following:

"100-1 — Cutting outside

Cutting outside applies especially to the following items: vamp, toe cap, back strap, collar, strap, heel cover, quarter, tongue, foxing, outside facing, inlay, wrapper for platform, soft sole in the same material as a supper; cutting fur cutting repairs, dinking."

101-1 — The word "laces" is added after the word "strips".

104-3 — This operation is stricken off.

107-4 — This operation is deleted and the following substituted therefor:

"107-3 — Cutting lining in any material.

This class applies to the following items: vamp, inter lining, inlay, tongue, sock lining, shoe cover, quarter, heel pad, backing, box toe, inside facing, counter pocket, back strap, nonslip, strap or strip."

108-5 — Reference shall be made to "107-3" instead of "107-4".

109-4 — This operation is deleted and the following substituted therefor:

"109-3 — Cutting or emptying cutout with knife, cutting laces by the lining cutter."

113-6 — Add "3. Rolling (bourder) leather."

c) In section 12

206-4 — The description of this operation is replaced by the following:

"206-4 — Cutting top-piece, lifts, half-lifts, shank reinforcements from leather remnants. Remnants comprise only small pieces that fall off the cutter's table."

251-1 — The first word "Heel" is deleted.

The following operations are added:

"259-3 — Building or cutting leather cleats."

"260-4 — Enrouler la trépointe."

d) *A l'article 13*

309-6A — Les mots "poser le bout dur" sont ajoutés.

La nouvelle opération suivante est ajoutée:

"310-5 — Pointer, deux pointes, à la cambrure, pour le montage du bout, sur l'automatique."

310-6A — Cette opération est radiée.

315-2 — La description de cette opération est remplacée par la suivante:

"315-2 — Envelopper la plateforme, procédé: Korker ou California. Cette opération comprend: redresser la bande."

317-1 — Après les mots "tirer le bout", les mots "brocher le bout et le talon ("O.K. Welt") sont ajoutés et, après les mots "tirer et pointer le contrefort", les mots "tirer la doublure" sont également ajoutés.

321-1 — Cette opération doit se lire comme suit:

"Coudre à la main le mocassin ou la botte."

333-3A — Cette opération doit se lire comme suit:

"Battre la tige à froid ou à chaud."

338-4 — Cette opération doit se lire comme suit:

"Battre la trépointe ou la couture, redresser et cimenter la trépointe."

345-2 — Les mots "ou la plateforme" sont ajoutés après le mot "semelle".

Les opérations numéros 347-5A, 348-2 et 349-5A doivent se lire comme suit:

"Procédé cimenté"

347-5A — Tracer la cambrure.

348-2 — Ruguer la tige, la plateforme, le talon biseauté. Cette opération comprend en plus: Tracer la cambrure.

349-5 — Cimenter le bord de la tige."

354-3 — Les mots "percer, lacer" sont ajoutés après les mots "enlever la forme".

e) *A l'article 14*

La nouvelle opération suivante est ajoutée:

"404-3 — Assembler ou presser la semelle et la plateforme. Ficher ou poser la plateforme, seulement, sur la tige."

426-3 — Les mots "Poser le talon crépé. Visser le talon, sur presse, avec vis temporaire ou permanente" sont ajoutés après les mots "pointe libre".

429-5 — Les mots "le crampon" sont ajoutés après le mot "talon".

435-1 — Les mots "Cette opération comprend en plus: sabler la lisse" sont ajoutés.

447-3 — Cette opération doit se lire "447-3A".

f) *A l'article 15*

504-3 — Le mot "Rouler" est ajouté après le mot "talon".

505-2 — Les mots "ou le bombout" sont ajoutés après le mot "semelle".

507-5A — Les mots "faire l'antique" sont ajoutés après le mot "gommer".

516-1 — Cette opération doit se lire comme suit:

"Repasser ou flamber la tige. Cette opération comprend: astiquer, brosser la lisse ou la cambrure, laver, nettoyer, vernir, faire l'antique, graisser, brosser, enlever le couvert, battre le bout et le contrefort."

525-5 — Les mots "après le réparege" sont ajoutés après le mot "chaussure".

g) *A l'article 17*

600-A — Les deux dernières phrases sont radiées et remplacées par ce qui suit:

"Poser la soutache, la lanière, l'élastique, le ruban, les œillets, les crochets. Border à la machine la première ou la plateforme, faire

"260-4 — Winding up-welt."

d) *In section 13*

309-6A — The words "laying box-toe" are added.

The following new operation is added:

"310-5 — Tacking, two nails, on shank for toe lasting on automatic."

310-6A — This operation is deleted.

315-2 — The description of this operation is replaced by the following:

"315-2 — Covering platform, Korker or California process. This operation includes: straightening wrapper."

317-1 — After the words "pulling over toe" the words "fixing wire on toe and heel, O.K. welt" are added and, after the words "pulling and tacking counter", the words "lasting lining" are also added.

321-1 — This operation shall read as follows:

"Sewing by hand the mocassin or boot."

333-3A — This operation shall read as follows:

"Pounding upper, heated or not."

338-4 — This operation shall read as follows:

"Beating welt or seam, straightening and cementing welt."

345-2 — The words "or platform" are added after the word "sole".

The operations 347-5A, 348-2 and 349-5A shall read as follows:

"Cement process"

347-5A — Tracing shank.

348-2 — Roughing upper, platform, wedge heel. This operation includes also: tracing shank.

349-5 — Cementing edge of upper."

354-3 — The words "holing, lacing" are added after the words "pulling out last".

e) *In section 14*

The following new operation is added:

"404-3 — Assembling or pressing sole and platform. Laying or fixing platform only on upper."

426-3 — The words "Fixing crepe heel. Screwing heel, on press, with temporary or permanent screw," are added after the words "loose nail".

429-5 — The word "cleat" is added after the word "heel".

435-1 — The words "This operation includes also: sanding edge" are added.

447-3 — This operation shall be numbered "447-3A".

f) *In section 15:*

504-3 — The word "Rolling" is added after the word "heel".

505-2 — The words "or top-piece" are added after the word "sole".

507-5A — The words "antique finishing" are added after the word "gunning".

516-1 — This operation shall read as follows:

"Treeing or flaming upper. This operation includes: polishing, brushing edge or shank, washing, cleaning, varnishing, antique finishing, greasing, brushing, removing shoe cover, beating toe and counter."

525-5 — The words "after repairing" are added after the word "shoe".

g) *In section 17:*

600-A — The last two sentences are deleted and the following substituted therefor:

"Laying braid, strap, gores, ribbon, eyelets, hooks. Machine binding of insole or platform, buttonholing. Lining tongue, Sewing fur on

boutonniers. Doubler la langue. Coudre la fourrure à la machine à fourrure; faire les points d'arrêt; coudre le revers au dessus."

602-C — Les mots suivants sont ajoutés à la fin: "Couvrir à la main, le bord du talon de bois biseauté ou la plateforme."

h) Les sous-titres suivants sont ajoutés avant les opérations ci-après mentionnées:

Numération de l'opération

	<i>Sous-titre</i>
100-1	Taillage de dessus
107-3	Taillage de doublure
114-2	Spécialités indiennes
200-1	Tailler
217-1	Classer
251-1	Talon
314-3	"California"
325-2	Pantoufle
347-5A	Procédé cimenté
500-6A	Le fond
511-4	La tige

6° Le paragraphe "b" de l'article 19 est remplacé par le suivant:

"b) Salaire: Le taux horaire minimum est déterminé comme suit:

Zone I	407
Zone II	374
Zone III	352

7° A l'article 37, les mots "1er septembre 1947" sont remplacés par les mots "1er septembre 1949" et les mots "1er septembre de l'année 1947" sont remplacés par les mots "1er septembre de l'année 1949".

8° Les parties contractantes ont convenu d'être liées par les présents amendements à compter du 1er septembre 1948.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
23320-0 Greffier du Conseil Exécutif.

fur machine; tacking vamps; sewing top facing."

602-C — The following words are added at the end: "Covering by hand the edge of wooden wedge heel or platform."

h) The following headings are added to the operations hereafter mentioned:

Number of operation

	<i>Heading</i>
100-1	Outside cutting
107-3	Lining cutting
114-2	Indian specialties
200-1	Cutting
217-1	Sorting
251-1	Heel
314-3	California
325-2	Slipper
347-5A	Cement process
500-6A	Bottom
511-4	Upper

6. Subsection "b" of section 19 is replaced by the following:

"b) Wages: The minimum hourly wage rate is determined as follows:

Zone I	407
Zone II	374
Zone III	352

7. In section 37, the words "September 1st, 1947" are replaced by the words "September 1st, 1949" and the words "September 1st of the year 1947" are replaced by the words "September 1st of the year 1949".

8. The contracting parties have agreed to be bound by the present amendments from September 1st, 1948.

(Document "A" annexed to the Order).

A. MORISSET,
23320-0 Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 43

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bertrand vs Sigouin	2723
Boutin vs Dutil	2723

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1312 — Concernant la Loi de l'impôt sur les corporations	2711
1354 — Établissements commerciaux de la cité de Granby	2711
1390, section "A" — Industrie de la chaussure dans la province de Québec	2746

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2705

AVIS DIVERS:

Association of Employees of Dominion Electric Protection Company (Province of Quebec) (Formation)	2719
B. B. Electric Company Limited (Directeurs)	2722
Chantier Coopératif de Notre-Dame de la Doré (Fondation)	2719
La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec (Directeurs)	2721
La Coopérative d'Habitation Ste-Victoire (Nom changé)	2721

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bertrand vs Sigouin	2723
Boutin vs Dutil	2723

ORDERS IN COUNCIL:

1312 — Concerning the Corporation Tax Act	2711
1354 — Commercial establishments of the city of Granby	2711
1390, part "A" — Shoe industry in the Province of Quebec	2746

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2705

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association of Employees of Dominion Electric Protection Company (Province of Quebec) (Formation)	2719
B. B. Electric Company Limited (Directeurs)	2722
Chantier Coopératif de Notre-Dame de la Doré (Foundation)	2719
La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec (Directeurs)	2721
La Coopérative d'Habitation Ste-Victoire (Name changed)	2721

L'Association des Détaillants d'Essence des Cantons de l'Est (Existence corporative terminée).....	2719	L'Association des Détaillants d'Essence des Cantons de l'Est (Corporate existence terminated).....	2719
L'Association Patronale des Tanneurs de la province de Québec—(The Tanners Association of Employers for the Province of Quebec) (Formation).....	2721	L'Association Patronale des Tanneurs de la province de Québec—(The Tanners Association of Employers for the Province of Quebec) (Formation).....	2721
Ormstown War Memorial Community Centre Inc. (Règlements).....	2719	Ormstown War Memorial Community Centre Inc. (By-Laws).....	2719
Rouyn, ville de (Rachat d'obligations)	2721	Rouyn, town of (Redemption of bonds)	2721
Scientific Enterprises Ltd. (Directeurs)	2722	Scientific Enterprises Ltd. (Directors)	2722
Syndicat des Employés de l'Industrie du Lait (Existence corporative terminée).....	2720	Syndicat des Employés de l'Industrie du Lait (Corporate existence terminated).....	2720
Syndicat National Catholique des Manœuvres de Chicoutimi, Section No II (Existence corporative terminée)....	2720	Syndicat National Catholique des Manœuvres de Chicoutimi, Section No II (Corporate existence terminated)....	2720
Syndicat National Catholique des Manœuvres de Jonquièrre (Existence corporative terminée).....	2720	Syndicat National Catholique des Manœuvres de Jonquièrre (Corporate existence terminated).....	2720
Syndicat National Catholique des Menuisiers-Carpentiers du Canada, Section No II de Chicoutimi (Existence corporative terminée).....	2720	Syndicat National Catholique des Menuisiers-Carpentiers du Canada, Section No II de Chicoutimi (Corporate existence terminated).....	2720
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de la Rivière-du-Loup et de Saint-Antonin (Formation).....	2722	Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de la Rivière-du-Loup et de Saint-Antonin (Formation).....	2722
The Bruck Mills Recreation Club (Nom changé).....	2722	The Bruck Mills Recreation Club (Name changed).....	2722
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
American Children's Wear Inc.....	2723	American Children's Wear Inc.....	2723
Exchequer Securities Limited.....	2723	Exchequer Securities Limited.....	2723
Shawinigan Hotels Corporation Limited.....	2723	Shawinigan Hotels Corporation Limited.....	2723
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Hubbard, Dilley & Hamilton Inc.....	2724	Hubbard, Dilley & Hamilton, Inc.....	2724
COMPAGNIE DISSOUTE:		COMPANY DISSOLVED:	
Hampton Court Company.....	2724	Hampton Court Company.....	2724
DEMANDE À LA LÉGISLATURE:		APPLICATION TO LEGISLATURE:	
La Compagnie des Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul.....	2724	The Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul.....	2724
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Canrobert, village de.....	2725	Canrobert, village of.....	2725
Lawrenceville, village de.....	2725	Lawrenceville, village of.....	2725
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 48-Sp-VIII — Province de Québec.....	2725	Order No. 48-Sp-VIII — Province of Québec.....	2725
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Compton, munic. scolaire du village de	2726	Compton, school munic. of the village of	2726
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint du commerce d'horlogerie et de bijouterie des Cantons de l'Est (Prélèvement).....	2730	Horology and Jewellery Trades Joint Committee of the Eastern Townships (Levy).....	2730
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs du comté de Missisquoi (Prélèvement)	2727	Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Missisquoi County (Levy)	2727

Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval (Prélèvement)	2731	Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval Counties (Levy)	2731
Comité paritaire des hôpitaux de Sherbrooke (Prélèvement)	2728	Sherbrooke Hospitals Parity Committee (Levy)	2728
Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec (Prélèvement)	2732	Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec (Levy)	2732
Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau et al (Modification)	2726	Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau et al (Amendment)	2726
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Montréal: étude du droit	2735	Montreal: study of law	2735
GREFFES DE NOTAIRES:		NOTARIAL RECORDS:	
Goulet, Roger	2734	Goulet, Roger	2734
Pérusse, Jean-Paul	2734	Pérusse, Jean-Paul	2734
Turgeon, L.-P.	2734	Turgeon, L.-P.	2734
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
C. E. Binette Ltée.	2706	C. E. Binette Ltée.	2706
Compagnie Bernier & Dionne Limitée.	2707	Compagnie Bernier & Dionne Limitée	2707
Dieppe Construction Incorporée	2707	Dieppe Construction Incorporée	2707
École de Puériculture Notre-Dame de Liesse	2707	École de Puériculture Notre-Dame de Liesse	2707
La Corporation Jeunesse Canadienne	2708	La Corporation Jeunesse Canadienne	2708
Legault Construction Inc.	2708	Legault Construction Inc.	2708
Les Industries Hébert, Limitée — Hébert Industries Limited.	2708	Les Industries Hébert, Limitée — Hébert Industries Limited.	2708
L'Ordre du Bon Temps du Québec	2709	L'Ordre du Bon Temps du Québec	2709
Marcoux Express Limitée.	2709	Marcoux Express Limitée.	2709
Pain Simard Ltée.	2709	Pain Simard Ltée.	2709
Paul-Émile Cloutier Inc.	2710	Paul-Émile Cloutier Inc.	2710
Société Éducationnelle Incorporée — Educational Society Incorporated.	2710	Société Éducationnelle Incorporée — Educational Society Incorporated.	2710
Wilfrid Gagnon Inc.	2710	Wilfrid Gagnon Inc.	2710
LIQUIDATIONS, AVIS DE:		WINDING UP NOTICES:	
La Victoire	2735	La Victoire	2735
Syndicat Forestier de Laferté.	2735	Syndicat Forestier de Laferté	2735
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.	2736	Miscellaneous	2736
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Concernant la mise en vigueur des cadastres des cantons Hébert et Durocher.	2736	Concerning the coming into force of the cadastres for the townships Hébert and Durocher	2736
Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Lynch	2737	Concerning the coming into force of the cadastre for the township Lynch.	2737
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Ideal Body Limited.	2739	Ideal Body Limited.	2739
Quebec Iron & Titanium Corporation	2739	Quebec Iron & Titanium Corporation	2739
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Dorval, ville de.	2741	Dorval, town of	2741
La Malbaie, village de.	2740	La Malbaie, village of.	2740
Québec, cité de.	2739	Québec, city of	2739
Richmond, ville de.	2739	Richmond, town of.	2739
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY:	
Lamontagne, Roland.	2742	Lamontagne, Roland.	2742
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Antigna et al vs Gauthier	2716	Antigna et al vs Gauthier	2716

Deguire vs Lapierre <i>et al.</i>	2717	Deguire vs Lapierre <i>et al.</i>	2717
Palmer <i>et al</i> vs Palmer <i>et al.</i>	2743	Palmer <i>et al</i> vs Palmer <i>et al.</i>	2743

VENTE POUR TAXES:

Montréal-Ouest, ville de	2744
------------------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Montreal-West, town of	2744
----------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Le Procureur général de la province de Québec vs Oremonte Mines Inc.	2744
--	------

ABITIBI:

The Attorney General of the Province of Quebec vs Oremonte Mines Inc.	2744
---	------

GASPÉ:

La Compagnie de Bois Radisson vs Collin	2745
La Compagnie de Bois Radisson vs Synett.	2745

GASPÉ:

La Compagnie de Bois Radisson vs Collin	2745
La Compagnie de Bois Radisson vs Synett.	2745

KAMOURASKA:

Lavoie vs Thibault.	2745
-----------------------------	------

KAMOURASKA:

Lavoie vs Thibault.	2745
-----------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS:

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Inkel.	2746
---	------

SAINT FRANCIS:

The Canadian Farm Loan Board vs Inkel.	2746
--	------

23321-o

23321-o

